

Un număr vechiu 7 lei

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director: N. C. SCHINA

COMITETUL :

D. NEGULESCU, Profesor la Facultatea de drept din București, GH. CONDURATU, Consilier la Curtea de Apel București
 ALEX. CERBAN Dr. în Drept din Paris ALFRED JUVARA IOSEF G. COHEN TR. ALEXANDRESCU V. ANGHELOVICI EUG. EMMANUEL
 Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris Avocat Avocat Avocat Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris Avocat
 Profesor Universitar

Secretar de Redacție: E. C. DECUSARA, Dr. în drept din Paris, Directorul Statisticeii Judiciare

Membru corespondent pentru Paris: EDOUARD LEVY, Dr. în Drept, Avocat, Paris

ABONAMENTUL

Un an p. vacan. Case Comerc. și Autoriz. 300 lei

" Registrări și Avocați fără supl. 150 "

6 luni prețul cel de sus pe jumătate

APARE ODATA PE SĂPTĂMÂNĂ
sub direcțiunea unui comitet

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația

București, Artele, 5 și Rahovei, 5

Lângă Palatul Justiției

— TELEFON 13/29 —

SUMAR

- *L'état de nécessité et la légitime défense dans les conflits internationaux*, par le M^r. I. Chamcommunal, avocat, docteur en droit, professeur à la Faculté libre de droit de Limoges;
- *Noul Proiect de cod penal în Italia*, de Dimitrie Antohi;
- *Bibliografie*, de E. C. Decusara;

JURISPRUDENȚĂ:

- Trib. Romanai s. I: *Maria Capitanescu cere autorizație de a vinde prin bunul învialtat satenilor în loturi, moșii sa dotala Bălești-R. Sarat* (Utilitatea vânzării imobilului în loturi la săteni, apreciată din punct de vedere național și al rentabilității, permite admiterea autorizației de a vinde imobilul dotal, cu o Notă de d-l avocat Dr. C. Bosianu);
- Trib. Ilfov s. III: *Florea Popovici cu S. Ș. și Leontina Isakievici* (Acțiune în reducere. Caracter personal. Inadmisibilitate față de subachizitorii de bună credință. Art. 555 c. civil), cu o Notă de d-l avocat Dr. Alex. Vesescu.

Rezumatule jurisprudenței Curților de apel și Casație

- *Apel I*: Contract de închiriere. Clauză adăugată posterior facerii actului. Contestație. Dovada cu martori. Inadmisibilitate. Renunțare condițională. Act unilateral.
- *Apel II*: Schimbare de nume. Opoziție. Identitatea de nume poate justifica o opoziție la schimbarea de nume?
- *Apel III*: Vite afectate pentru plata arezei, puse în gaj la un terț. Poate el opune drepturile rezultând din gaj cauzelor de preferință ale proprietarului asupra vitelor imobilizate pe moșie?
- *Apel IV*: Dacă o hotărare dată sub ocupațiune poate avea caracterul definitivității?
- *Casație I*: Militari dispăruți sau morți în împrejurări de război. Constatarea decesului. Instanța competentă.
- *Casație II*: Amnistia se aplică numai persoanelor fizice, nu și celor juridice.
- *Casație III*: Vânzări. Taxa de înregistrare. De când este datorită?
- *Jurisprudență străină*: Nume patronimic. Dreptul capului de familie.

Publicăm în numărul de față un interesant articol, trimis de d-l avocat Lévy, corespondentul nostru din Paris, din partea d-lui J. Champcommunal, avocat și profesor la Facultatea liberă de drept din Limoges.

Este o contribuțiune de primul ordin la studiul problemei despre starea de necesitate și legitimă apărare în conflictele internaționale. Autorul pune adevăratele principii în

materie și ne instruește asupra abaterilor de la ele, comise în ultimul războiu de beligeranții Germani și de aliații lor.

Cititorii vor găsi în articolul învățatului profesor francez critica doctrinei germane și un răspuns elocuent la justificările pe cât de nesincere pe atât de îndrăznețe ale guvernului și publiciștilor din Germania asupra acțiunilor criminale ale armatelor ei.

Revista noastră va continua să publice articolele colaboratorilor săi din Franța, înțelegând să facă în acest mod operă utilă pentru o cât mai strinsă legătură intelectuală între jurisții ambelor țări.

L'état de nécessité et la légitime défense dans les conflits internationaux

Les théories concernant l'état de nécessité et la légitime défense comptent au nombre des plus délicates de la science pénale. La difficulté ne peut donc que devenir fort grande lorsqu'il s'agit d'en faire l'application aux conflits internationaux. S'étendent-elles aux relations entre États? Se restreignent-elles aux rapports entre particuliers, soldats ou civils? Problème important, dont la discussion ne peut être suivie, qu'en tenant compte, après l'avoir appréciée, de l'évolution si complexe du droit privé en cette matière.

L'état de nécessité est une expression devenue fort courante de la terminologie juridique bien que d'origine relativement récente. Sous ce vocable on réunit des situations fort diverses où, pour la sauvegarde d'un droit ou d'un bien, s'impose l'obligation inéluctable de porter atteinte à la personne ou à la propriété d'autrui. Si l'accord existe pour faire fléchir la rigueur de la loi pénale et pour écarter le châtiment, le fondement même de l'impunité suscite une vive controverse. Deux conceptions opposées se trouvent en concurrence.

L'une justifie le délit par la contrainte morale: l'agent ne doit pas être puni, parce qu'il a obéi à une force irrésistible qui lui enlevait son libre arbitre. La criminalité de l'acte persiste toute entière; seule la responsabilité subjective disparaît.

L'autre conception considère que l'état de nécessité

retire à l'acte incriminé son caractère délictuel. A l'élément psychique de la responsabilité se trouve substitué un concept objectif, un parallèle entre des droits et des biens respectifs, une équivalence entre un sacrifice et un sauvetage : la notion de valeur donne la solution. Si les biens ou les droits sauvés sont supérieurs aux droits sacrifiés, le délit est innocenté ; s'ils présentent même valeur, il n'existe alors aucune raison déterminante de préférence. Aussi, les criminalistes professent-ils des opinions différentes. Certains considèrent l'acte comme injuste et proposent une simple atténuation de peine, d'autres écartent toute idée de répression, l'intérêt social ne faisant fléchir la balance d'aucun côté.

Quelle que soit l'explication admise, l'état de nécessité considéré en lui-même, abstraction faite de tout raisonnement tendancieux, n'apparaît nullement comme créateur d'un droit. C'est tout simplement l'expédient suprême, le moyen infiniment douloureux auquel accule la pire détresse. La loi pénale le retient à titre d'excuse, et sous réserve de compensations pécuniaires, ne pouvant exiger de la nature humaine un héroïsme au-dessus de ses forces.

Tout autre est le cas de la légitime défense. La différence primordiale, constitutive, provient de ce que dans ce cas la réaction s'opère contre l'auteur du mal, contre le coupable, tandis que dans le cas de nécessité elle atteint un tiers, un innocent. On considère cependant, en général, la légitime défense comme une variété de l'état de nécessité, dont elle représenterait l'espèce la plus favorable. Ce mode de classement des deux causes d'impunité n'est pas sans danger, bien que l'on prenne le soin d'en faire deux compartiments distincts. La réunion sous une même rubrique crée la confusion, laisse croire à des analogies, alors qu'il s'agit de choses tout à fait différentes.

Dès l'origine des civilisations la légitime défense est apparue comme l'exercice d'un droit naturel. Le jurisconsulte romain Gaius a formulé la règle, dont l'autorité s'impose encore avec une égale valeur : *Adversus periculum naturalis ratio permittit se defendere*. De nos jours, la légitime défense trouve un nouveau renfort dans cette considération qu'elle concourt au même titre que la défense publique à l'œuvre de justice. L'impunité assurée à celui qui se défend constitue un merveilleux instrument de paix sociale, l'expérience prouvant que la résistance immédiate produit sur l'esprit des malfaiteurs un effet d'intimidation autrement efficace que la perspective d'une peine future, forcément incertaine.

A deux reprises, l'une fort lointaine, l'autre qui se poursuit en ce moment, l'assimilation a été tentée entre la légitime défense et l'état de nécessité. Mais les buts de ces entreprises sont bien différents. Jadis il s'agissait de faire considérer la légitime défense comme une pure nécessité, comme une simple cause d'impunité ; aujourd'hui il s'agit de donner à l'état de nécessité le caractère de légitime défense, d'en faire un droit.

Le christianisme, dont l'enseignement éleva au suprême degré le respect de la vie humaine, ne voulut trouver l'immunité de la défense individuelle que dans la contrainte, dans une éclipse de la liberté morale provoquée par l'imminence du péril encouru. C'est sous son inspiration que s'établit dans l'ancienne France cette curieuse procédure d'après laquelle il appartenait au roi et non au juge d'absoudre celui qui avait tué en état de légitime défense et de lui accorder des lettres de rémission. Scrupule singulièrement exagéré, mais rendant hommage à ce grand principe des civilisations modernes que nul ne doit se faire justice lui-même !

De nos jours, c'est une évolution inverse qui tend à assimiler l'état de nécessité à la légitime défense. La justification objective de l'acte illicite commis sous l'empire de la détresse a insensiblement conduit à considérer qu'il ne s'agissait pas de faire agréer une excuse mais de faire valoir un droit. Insensiblement on en est venu à l'idée de nécessité légitime, idée prétendue parallèle à l'idée de légitime défense et la complétant. Tout individu, dit-on, est fondé à sauvegarder sa personne ou ses biens, et tout dommage involontaire causé dans ce but échappe à la sanction pénale.

Comme dans toutes les matières, les outranciers, qui trop souvent entraînent l'opinion, n'ont pas manqué de surenchérir. Les uns ont dit : il n'est pas dû de dédommagement pécuniaire pour le préjudice causé, l'auteur du dommage n'ayant fait qu'user de son droit. Les autres ont affirmé : peu importe que les intérêts à sauvegarder ne soient pas plus considérables que les intérêts à sacrifier ; dans l'éventualité d'un conflit irréductible, chacun a le droit absolu d'immoler les intérêts d'autrui à sa propre personnalité.

Pour qui ne prend pas des raisonnements pour la raison, cette assimilation entre l'état de nécessité et la légitime défense ne peut laisser de paraître singulièrement inquiétante. À la différence de la légitime défense, qui affecte un caractère négatif, la nécessité légitime conduit à une initiative, à des actes positifs et agressifs.

Il est facile d'apprécier la première, difficile de mesurer la seconde. Au nom de la nécessité légitime que d'actions peuvent se justifier ! N'arrive-t-on pas ainsi à donner une sorte de consécration juridique à la théorie biologique de la sélection : le fort écrase le faible. C'est le triomphe du surhomme de Nietzsche, qui entend tenir ses droits de sa puissance seule, dont les gestes restent légitimes dès qu'ils deviennent nécessaires à l'épanouissement de sa personnalité. La littérature de tous les pays n'a que trop répandu dans le grand public ces errements d'une philosophie maladive.

Les fantoches sinistres ou plaisants, bandits ou viveurs, qui prétendaient faire fi des lois morales ou juridiques ne manquaient pas de s'en réclamer. Tous, suivant un verbiage fort courant à l'époque, et qui, espérons-le, ne surviva pas au grand cataclysme, voulaient vivre leur vie... au détriment du prochain. Lorsque cette prétention les mettait en délicatesse avec le code pénal, la justice malgré leurs discours enflammés les rappelait rudement au respect des personnes et des choses, et plus d'un perdit la tête pour avoir tenté de l'élever au-dessus de la règle uniforme. Mieux eût valu encore prévenir l'infiltration du poison moral, et ne pas donner le moindre soupçon, même de très loin, même à la suite de déductions fantaisistes, que ce qui est nécessaire en portant dommage à autrui peut être non seulement pardonnable mais légitime.

L'Allemagne pour justifier les infractions au droit des gens qu'elle commettait par principe, suivant un plan systématique, ne pouvait se placer sur un meilleur terrain que l'état de nécessité. Nul ne lui permettait mieux de masquer ses batteries menaçantes, et de se réfugier dans un labyrinthe difficilement exploitable. L'utilisation des théories du droit privé se fit d'elle-même, instinctivement, sous la pression des événements.

Nicht kennt kein Gebot, nécessité n'a pas de loi ! Telle est la raison fort simple que M. von Bethmann-Hollweg se borne à invoquer au Reichstag, dans la séance

à jamais fameuse du 4 août 1914, pour justifier la brutale agression de territoires neutres au mépris de tous les engagements contractés: „Nous avons été contraints, déclara-t-il, de passer outre aux protestations justifiées de la Belgique et du Luxembourg. Cette injustice — je le dis ouvertement, — nous la réparerons aussitôt que notre objectif militaire sera atteint. Quand on est menacé comme nous le sommes et qu'on lutte pour un bien suprême, on se tire d'affaire comme on le peut“.

Cette explication, qui concordait si exactement avec les idées du peuple et qui devait être renouvelée bien des fois pour expliquer toutes les cruautés, toutes les dévastations, tous les crimes souleva dans le monde entier une vague d'indignation, qui menaça d'un irrémédiable naufrage la pensée allemande. Surpris mais non déconcertés, les jurisconsultes crurent à une méprise de l'opinion, et en accusèrent la trop grande brutalité du langage. Les choses avaient été dites sans ces déductions savantes qui meublent l'esprit et endorment la conscience, en faisant disparaître dans la brume des raisonnements la situation véritable. La Kultur cesserait d'être égale à elle-même si elle se trouvait à court pour justifier ses prétentions les plus inqualifiables! Dans l'espèce, la tâche n'avait rien de bien ardu. Pour se tirer d'affaire, il suffirait d'étendre au temps de guerre une théorie encore imprécise, et par suite aisément malléable, qui jouissait dans la science d'une singulière faveur. Répondant au sentiment général, le professeur Dr. Joseph Kohler, *Geheimjustizrat* (conseiller intime de justice), n'a pas hésité à tenter une justification philosophico-légale de la grande pensée du chancelier¹⁾. Pour assurer le succès de l'entreprise toutes les ressources de l'érudition sont mises en œuvre depuis le droit romain et le droit canon jusqu'aux suprêmes audaces de l'esprit moderne. Effort laborieux en vue de faire dévier vers le but désiré une évolution juridique que nous avons essayé de préciser et d'exposer avec simplicité au commencement de cette étude.

Le raisonnement allemand prend la forme de l'*a fortiori*. Si l'individu est en droit de se prévaloir de la nécessité légitime dans la lutte pour l'existence, l'Etat, qui jouit d'une situation prééminente, pourrait-il être moins bien traité? Nul n'oserait le soutenir. L'Etat a non seulement le droit au respect absolu de sa personnalité souveraine, mais les gouvernements, qui dirigent ses destinées, ont le devoir sacré d'assurer sa conservation intégrale et son entier développement. Mieux que l'individu, il se trouve fondé à invoquer le droit de la nécessité légitime dans la plus large mesure. Et ce droit ne fait que croître lorsque la guerre éclate, lorsque des intérêts vitaux se trouvent en jeu, lorsqu'il s'agit d'être ou de ne pas être. Dans ces dramatiques conjonctures les lois ordinaires disparaissent; elles font place au droit de nécessité, qui domine le sentiment et l'annihile, dérivant d'une *Realdialektik* suprême. Quand les lois courantes de l'organisation juridique ne fournissent plus aucun moyen de dénouer le conflit, le droit s'efface devant le fait, et donne raison au vainqueur: „*factum valet*“.

Cette transposition des règles du droit privé dans le droit des gens a pu apparaître comme une trouvaille et déconcerter par son audace certains jurisconsultes

étrangers. A vrai dire, elle ne constitue nullement, pour les Empires du Centre, une innovation. Depuis longtemps, de tout temps peut-on affirmer, elle a existé à l'état latent; elle avait même trouvé son expression à peu près intégrale dans un document quasi officiel, dans le Manuel des lois de la guerre (*Kriegsbrauch im Landkriege*), publié par la section historique du grand Etat-Major, qui l'avait compris dans un Recueil d'études recommandées aux méditations du corps d'officiers. Bien que l'ouvrage fût connu en France, où il avait fait l'objet d'une excellente traduction²⁾, bien qu'il ait provoqué un incident considérable à la seconde Conférence de la Haye³⁾ on ne semble pas avoir attaché à ses conceptions l'importance qu'elles méritaient. Il s'est passé à cet égard quelque chose d'analogue à l'indifférence témoignée à la loi du 22 juillet 1913, dite loi Delbrück, également connue et traduite, qui permettait aux sujets allemands de devenir les nationaux d'un Etat étranger tout en conservant leur nationalité d'origine. Dans l'ombre, abusant de la trop grande confiance de ses futurs adversaires, l'Allemagne mobilisait à l'égal des autres ses forces juridiques.

C'est un curieux livre à l'étrange psychologie que ce Manuel du Grand Etat-Major de Berlin dictant aux armées en campagnes le devoir militaire. Des conceptions opposées s'y entremêlent sans cesse: proclamation des grands principes, faculté de les écarter lorsqu'ils paraissent gênants. Sans sur quelques points — pour les bombardements notamment — à l'égard desquels les juristes galonnés persistent à maintenir la suprême rigueur, les règles relatives à la conduite des hostilités sont agrémentées de conseils pratiques, qui constituent de véritables paraphrases des conventions de la Haye. Les pacifistes les plus invétérés ne démentiraient pas les prescriptions qui concernent le traitement des blessés, le respect des populations, la sauvegarde de la fortune privée et de la fortune publique. Mais — car il y a un mais terrible qui vient tout renverser — le droit de la guerre ne peut recevoir son application que dans le cas où il ne compromet nullement le résultat des opérations. Dame, on ne saurait faire montre de générosité à son détriment! Dès que les exigences stratégiques le commandent, toutes les dispositions, tous les tempéraments imaginés pour pallier les horreurs du conflit armé disparaissent pour laisser place à la lutte sans merci, sans pitié. Nécessité n'a pas de loi! Le Manuel insiste pour qu'aucune méprise de ses intentions n'arrête l'acte, si cruel soit-il, qui serait de nature à contribuer à la victoire. Après s'en être expliqué sans ambages dans son introduction, il ne manque pas de rappeler la réserve générale à côté des prescriptions généreuses qu'il formule. *)

²⁾ Paul Carpentier, *Les lois de la guerre continentale*, Paris 1904 et 1916.

³⁾ Le Manuel affectait de considérer les décisions de la 1^{ère} Conférence de la Haye de 1899 comme de simples conseils sans force obligatoire. En 1907, pour couper court aux demandes qui allaient lui être adressées, l'Allemagne proposa une disposition spécifiant la responsabilité de l'Etat, dont les troupes violaient les dispositions du Règlement; c'est l'article 3 de la Convention actuelle.

⁴⁾ En voici quelques exemples: «Une guerre énergiquement conduite ne peut pas être uniquement dirigée contre l'ennemi combattant et ses dispositifs de défense, mais elle tendra et devra tendre également à la destruction de ses ressources matérielles et morales. Tout dommage, même le plus grand, est licite, que la guerre exige, ou que sa poursuite logique entraîne avec elle... Employer sans ménagements les moyens nécessaires de défense et d'intimidation n'est pas seulement un droit, mais un devoir pour tout chef d'armée...»

¹⁾ Joseph Kohler, *Nur kennt kein Gebot*, Berlin & Leipzig, 1915. Résumé par le prof. Dr. Heinheimer de Heidelberg, dans la *Juristische Wochenschrift* de 1916, p. 244. Voy. aussi Dreyfus, *Journal de droit international privé*, 1917, p. 472.

Avant la guerre, les commentateurs de ce Manuel en vantaient le mérite juridique, et s'efforçaient de démontrer qu'en cette matière, comme dans toutes les autres branches de la législation, les règles édictées devaient se combiner avec l'état de nécessité. Restriction générale dérivant de la nature des choses et fondée par cela même sur une base indéniabla!

Le terrain était donc bien préparé pour introduire le principe de la nécessité, dite légitime, dans le droit des gens. La forme savante du paradoxe risque de faire illusion. Aussi est-ce un devoir de dénoncer l'entreprise et de faire apparaître la nouvelle théorie sous son véritable caractère: comme une monstruosité juridique.

L'état de nécessité suppose que l'agent du délit, par suite de circonstances aussi exceptionnelles qu'imprévisibles, se trouve en présence d'une situation inextricable, ne lui laissant d'autre alternative que sa perte ou celle d'un tiers. La guerre ne rentre nullement dans ce cadre d'hypothèses. C'est un événement normal, prévu et reconnu par le droit des gens. Une nation ne peut dire: je suis en guerre, et tous les moyens me sont bons pour me tirer d'affaire. La rupture de la paix déclenche, en effet, tout un droit spécial auquel les belligérants se trouvent tenus d'obéir. Des peuples civilisés ne combattent que sous les conditions admises par les règles internationales. Tout comme la paix, la guerre a ses règles, sa législation coutumière ou écrite, qui a précisément pour but de déterminer la nécessité militaire et de lui tracer des limites⁵⁾.

Le procédé varie suivant les cas. Tantôt la nécessité pour constituer une cause d'immunité doit être en corrélation intime avec l'acte accompli. C'est ainsi que la propriété privée—bien que déclarée inviolable en principe—peut être détruite, lorsque des considérations stratégiques imposent cette mesure impérieusement, lorsqu'il s'agit par exemple de brûler une forêt qui abrite l'ennemi ou de démolir des maisons qui gênent le tir. Tantôt d'étroites prescriptions sauvegardent les droits individuels. Tel est le cas des réquisitions en nature ou des contributions pécuniaires. La règle peut n'être pas toujours heureuse ni facile à suivre. L'art. 27 du Règlement de la Haye relatif aux bombardements en fournit la preuve. Ce texte prescrit à l'assaillant d'épargner les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et les lieux de rassemblements des malades ou des blessés, pourvu qu'ils ne soient pas détournés de leur destination. Restriction pleine de raison mais si facile à éluder que la règle perd toute importance pratique. Il suffit de prétendre qu'on a installé des canons sur une tour ou bien qu'on a établi un observatoire ou un poste de télégraphie sans fil sur la plateforme d'un édifice. Ne serait-il pas préférable de restreindre l'immunité mais de la rendre absolue?

Les considérations humanitaires, telles que les ménagements relatifs aux personnes et aux biens, ne peuvent faire question que si la nature et le but de la guerre s'en accommodent... Peut être employé tout moyen de guerre sans lequel le but de la guerre ne pourrait être atteint... Il résulte de ces principes généraux qu'il n'est apporté au libre arbitre et à la volonté du commandement que des limites fort vagues. Le commandant aura à décider dans chaque cas si l'on se trouve dans un état de nécessité justifiée... L'officier se défendra contre les idées humanitaires exagérées, il se rendra compte que la seule véritable humanité réside souvent dans l'emploi dépourvu de ménagements de ces sévérités.

5) Voy. notre brochure: *Les lois de la guerre*, Paris, librairie de droit usuel, 1915.

Quelles que soient les circonstances, les actes, qui méconnaissent ou qui outrepassent les règles consacrées, conservent un caractère criminel et exposent à un châtiment leurs auteurs suivant les distinctions que comporte la responsabilité subjective. Il n'y a donc pas place dans le droit de la guerre pour ce principe général, indéterminé, de la nécessité, dont se targuent certaines autorités militaires pour excuser toutes leurs opérations. Ici se pose une question spéculative. La loi ou la coutume ne prévoient pas tous les cas. Certaines situations échappent à leurs prévisions: il en est ainsi forcément des nouvelles méthodes de combat. Les belligérants se trouvent-ils fondés alors à réclamer pleine liberté d'action sous prétexte que l'observation des règles traditionnelles devient impossible? Donner une réponse simplement affirmative, ce serait souscrire à un sophisme qui marquerait un retour offensif de la barbarie. Si comme toutes les choses de ce monde, le droit de la guerre est appelé à évoluer et ne peut négliger les inventions de la science, le principe moral, qui dicte ses décisions, demeure immuable, et ne doit sous aucun prétexte être perdu de vue. Ce principe se résume en ces termes fort simples: ne pas faire plus de mal à l'adversaire qu'il n'est utile au point de vue stratégique. Il suffit de s'en inspirer pour déterminer le régime applicable à la guerre aérienne et à la guerre sous-marine, ces deux grandes nouveautés du combat moderne.

Qu'un avion ne puisse avertir avant de lancer des projectiles, suivant l'exigence du Règlement de la Haye relatif aux bombardements, la chose va de soi, puisque sa nature lui impose d'agir à l'improviste. Mais qu'un avion, au lieu de poursuivre des objectifs militaires ou même stratégiques, aille démolir des maisons particulières et tuer des habitants inoffensifs, c'est le mal pour le mal, qui ne comporte aucune excuse.

L'emploi des sous-marins est licite; leur action même contre des navires de commerce n'est pas complètement illégitime, puisqu'elle présente des avantages stratégiques; mais elle doit se combiner avec les principes d'humanité intangibles. Un sous-marin peut arrêter un bateau de commerce, procéder à sa visite, le déclarer de bonne prise, peut aussi jeter à la mer les marchandises qui pourraient être capturées, la contrebande et la marchandise ennemie. Là est la limite de son droit; s'il la dépasse, il commet un crime de droit commun. Tel fut le point de vue formel du gouvernement américain lors du torpillage de l'Ancona, le 8 juillet 1915, par un submersible austro-hongrois, torpillage qui fit plus de deux cents victimes parmi lesquelles une vingtaine d'américains. La note du 9 décembre 1915, qui était rédigée en termes forts raides, considère que le commandant du sous-marin viola les principes des lois internationales et d'humanité en canonnant et en torpillant l'Ancona avant que les personnes se trouvant à bord se fussent réfugiées en lieu sûr et sans même que le temps suffisant leur eût été donné pour quitter le navire. Elle précise et déclare que la conduite du commandant doit être qualifiée d'assassinat de non-combattants sans défense, puisqu'au moment où le navire fut canonné et torpillé, il ne semble pas qu'il y ait eu résistance ou tentative de fuite, et qu'aucune autre raison n'aurait fourni une excuse suffisante, pas même la possibilité d'un secours proche. Comme conclusion, elle exige que le gouvernement impérial et royal qualifie la destruction de l'Ancona d'acte illégal et injustifiable, que l'officier qui perpétra ce crime soit puni et qu'une réparation pécuniaire soit accordée aux citoyens américains tués ou blessés dans l'attaque du navire.

Ni le fait d'avertir à leur départ les passagers et les marins qu'ils courent un risque en prenant passage sur le navire d'une nation en guerre, ni le fait de surseoir à la destruction de ce navire jusqu'à l'embarquement dans des canots ne suffisent à faire disparaître la criminalité du torpillage.⁶⁾ Le journal norvégien „Morgenblad“ du 8 mai 1915, résumant le sentiment de la presse neutre, contenait cette phrase lapidaire: „Un assassin a beau prévenir d'avance sa victime, il n'échappe cependant pas au châtiement“. Quant à l'abandon d'êtres humains dans de fragiles chaloupes en pleine mer loin des côtes, c'est les vouer à un péril certain, les exposer en tout cas à des souffrances excessives, que ne saurait admettre la civilisation moderne.⁷⁾ Par une fatalité inéluctable toutes les inventions tendent à rendre la guerre plus atroce, mais il n'appartient pas aux belligérants sous un prétexte fantaisiste de nécessité d'aggraver une situation déjà si douloureuse. En toute circonstance, il y a la manière honnête de combattre et celle qui ne l'est pas.

Si le principe de la nécessité ne portait pas en lui sa condamnation, le danger de son application suffirait à le faire écarter.

La réaction provoquée par l'état de nécessité ne doit pas dépasser la mesure de la stricte nécessité. Pour qu'un acte illicite soit innocenté, il faut qu'il n'y ait eu aucun moyen d'agir différemment. Dans les rapports d'individu à individu, le danger des excès trouve son contrepoids naturel dans le contrôle judiciaire. Il existe au dessus d'eux une autorité ayant pouvoir de trancher les difficultés entre celui qui invoque l'état de nécessité et celui qui en est la victime. Dans les rapports entre puissances souveraines, rien de pareil! Chaque intéressé est à la fois juge et partie pour sa propre cause. C'est la force brutale qui triomphe. „Cette garantie essentielle, que fournit la présence d'une autorité régulatrice, écrivait fort justement un professeur belge, M. de Visscher,⁸⁾ fait complètement défaut dans l'organisation actuelle des relations internationales. La prétention d'un Etat de sacrifier les droits d'un voisin à la sauvegarde de ses intérêts propres ne peut se résoudre ici que par un rapport de force (*Machtverhältnisse*), qui met le plus faible à la merci du plus fort. La théorie du *Notrecht* apparaît donc ici comme la négation du droit; elle conduit à l'anarchie même“.

Si le peuple de l'organisation a accepté ce résultat, s'il a donné une approbation sans réserve aux doctrines subversives, c'est qu'il fallait à tout prix sortir d'un mauvais pas. Il est facile de concevoir ce que peut devenir le principe de la nécessité légitime entre les mains d'un Etat qui se croyant au dessus de tout n'hésite pas à se proclamer le peuple élu, le surpeuple chargé de conduire l'humanité à un nouveau stade de son évolution. Dans l'illusion de ses panégyristes, son innocence s'affirme en une véritable auréole.

L'agression préparée de longue date, la déclaration

de guerre à des nations qui faisaient l'impossible pour maintenir la paix! Nécessité légitime, puisque des besoins d'extension inéluctable imposait l'attaque. L'invasion de pays neutres au mépris des traités qu'avait signés l'envahisseur lui-même! Nécessité légitime, puisque des considérations stratégiques commandait de passer sur des territoires auxquels d'ailleurs par scrupule suprême était même offert un dédommagement pécuniaire. Violation des règles coutumières, des conventions de Genève et de la Haye au cours des combats! Nécessité légitime, l'Etat devant assurer la victoire par tout les moyens. Tortures, spoliations des populations soumises par l'occupation au joug temporaire du vainqueur! Nécessité légitime, le terrorisme s'imposant dans l'intérêt général, dans l'intérêt même des victimes en vue d'une paix plus rapide. Torpillages sous-marins fût-ce à l'encontre des neutres! Nécessité légitime, riposte d'un peuple affamé à un blocus qui l'isole du reste du monde. Saccages des régions envahies, déportations des habitants! Nécessité légitime, ces mesures affaiblissant la résistance de l'adversaire.

De même que la nécessité dite légitime peut en temps de paix expliquer toutes les prétentions de la diplomatie, de même elle confère en temps de guerre à l'autorité militaire le pouvoir d'agir à sa guise. Elle se confond alors avec la raison de guerre. Le Manuel du Grand Etat-Major de Berlin en constitue une application parfaite, et dispense d'une plus ample démonstration.

Soumise à l'appréciation d'un soldat, d'un chef, la nécessité dite légitime se ramène à l'utilité, et — qui pis est — à l'utilité immédiate! La conséquence est fatale, quand la décision appartient à des hommes d'action pour qui la rapidité est une vertu. Le droit et la morale ont pour mission d'apporter des limites à l'égoïsme et à l'intérêt personnels. L'utilité immédiate, c'est le renversement de tout droit, de toute morale.

Le principe de la nécessité conduit — et ce n'est pas son vice le moins funeste — à la légitimation du terrorisme, qui trouve son expression populaire dans cette banalité cynique: c'est la guerre! Le général von Clausewitz, qui s'en était fait le théoricien, a réussi à en introduire la pratique, pratique destructive de tout droit dans la conception classique des hostilités. Le maréchal von Moltke, en 1880, dans sa lettre célèbre, l'opposait au jurisconsulte Bluntschli, qui lui avait soumis le Manuel élaboré par l'Institut de droit international sur les lois de la guerre sur terre. Tous les écrivains militaires, parmi lesquels il convient de citer particulièrement le général von Hartmann et le général von Behrardi, n'ont cessé de le prôner. On sait l'usage qui en a été fait au cours de la guerre! A l'œuvre se juge la valeur de la théorie!

La conclusion de ce débat est très nette et ne laisse aucune équivoque. Si les lois de la guerre comportaient le terrible correctif de la nécessité, autant vaudrait dire qu'elles n'existent pas⁹⁾; elles apparaîtraient comme la simple expression d'un vœu platonique, d'un idéal lointain et irréalisable.

La nécessité légitime est incompatible avec le droit des gens; la légitime défense trouve au contraire dans cette branche du droit sa place toute naturelle. L'Etat injustement attaqué n'est pas moins fondé à y recourir que l'individu victime d'une agression. La convention de la Haye concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de

6) Lors du torpillage du *Lusitania*, 7 mai 1915, un avis du comte Bernstorff, ambassadeur allemand à Washington, avait été publié dans les journaux américains. L'incorrection de ce procédé causa une vive émotion en Amérique, et la Note du 13 mai affecta de croire que cette publication émanait d'une personne sans qualité. — Rappelons que le jury anglais de Queenstown, appelé à constater le désastre comme étant le plus rapproché, rendit un verdict d'assassinat contre les officiers du sous-marin, l'Empereur et le gouvernement allemands.

7) Note américaine du 9 juin 1915, approuvée par la presse de tous les pays.

8) Ch. de Visscher, *La Belgique et les juristes allemands*, 1916.

9) Virgile Rossel, *Gazette de Lausanne* du 30 octobre 1916.

guerre sur terre, fait une application remarquable. Son article 10 dispose: „Ne peut être considéré comme acte hostile le fait, par une puissance neutre, de repousser même par la force, les atteintes à sa neutralité“. L'état de fait, que crée la neutralité volontaire, est consacré comme état de droit. Quiconque porte atteinte à cette neutralité commet une voie de fait qui ne peut modifier la condition juridique du neutre volontaire, car la voie de fait laisse intacte l'état de droit.

A plus forte raison le neutre conventionnel peut-il se protéger par la force et par des alliances contre les attaques dont le menace un des garants de son statut juridique. Loin d'amoindrir le droit de défense, la neutralité perpétuelle le rend plus nécessaire: tous les moyens sont bons pour repousser un attentat infâme.

Victime de la pire brutalité, la Belgique n'avait aucun ménagement à garder.¹⁰⁾ Les jurisconsultes allemands se plaisaient à démontrer que ses habitants, en se soulevant à l'approche de leurs armées, ne s'étaient pas conformés aux prescriptions de la convention de la Haye, et qu'ils pouvaient par suite être traités en francs tireurs, épouvante et obsession perpétuelles des esprits germaniques. A les écouter, la levée en masse n'aurait pas été légitime parce qu'il y avait eu le temps matériel d'une organisation militaire. Dans un livre blanc du gouvernement allemand sur „la conduite contraire au droit des gens de la guerre belge“, publiée par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* au commencement du mois de juin 1915, on lit, en effet, cette assertion déconcertante: „Même dans les localités non encore occupées par les troupes allemandes, ainsi avant tout à Dinant et ses environs, la résistance populaire non organisée était inadmissible, parce que le gouvernement belge avait largement le temps d'organiser la guerre nationale, conformément au droit des gens. Le gouvernement belge a depuis des années prévu qu'en cas de guerre franco-allemande, il serait entraîné dans les hostilités. Il est démontré que la préparation de sa mobilisation a commencé au moins une semaine avant l'entrée des troupes allemandes. „Le gouvernement, s'il voulait utiliser sa population civile à des combats éventuels, était donc parfaitement en mesure de la munir d'insignes militaires et de lui donner des chefs responsables“.

Si le gouvernement impérial espérait créer une légende qui lui servit de défense, son illusion fut de courte durée. A peine ces arguties diplomatiques venaient-elles d'être produites que partout le bon sens en faisait justice. Le journal français *le Temps* (No. du 8 juin 1915) publiait aussitôt une énergique protestation qui remettait fort exactement les choses au point. „Comment, déclarait-il, le gouvernement de la Belgique réputé neutre, et qui ne devait en aucun cas se croire menacée dans son indépendance, se voit reprocher par ses propres envahisseurs l'insuffisance de son organisation militaire? Comment! L'armée belge, mobilisée effectivement dès avant la guerre, avait-elle légitimement d'autre rôle à prévoir que celui de s'opposer éventuellement par la force à une violation locale de ses frontières par un corps détaché d'une armée étrangère, égaré ou refoulé par ses ennemis? Pense-t-on qui si le peuple belge avait un instant pu supposer les projets conquérants du germanisme, il eût attendu à la dernière heure pour „organiser“ sa résistance? N'est-ce pas quarante huit heures et non pas huit jours avant d'entamer son territoire, pourtant jadis solennellement

proclamé par elle intangible, que l'Allemagne fit connaître à la Belgique et au monde son intention bien arrêtée de déchirer tous les traités? Et c'est aujourd'hui l'Allemagne qui ose reprocher à la Belgique d'avoir en trop de confiance dans une signature allemande pour prévoir le cas où son droit n'aurait plus d'autre valeur que sa force“.

La théorie de la légitime défense comporte en droit international une adaptation intégrale. Comme au simple particulier qui court au secours d'un tiers, il appartient à un Etat d'assumer la protection d'un autre Etat injustement attaqué. Toutes les règles de la matière restent applicables.

Dans son œuvre célèbre, *La lutte pour le droit*, le jurisconsulte allemand Ihering a formulé cette remarque primordiale: „Le lutte est le travail éternel du droit. Le degré d'énergie avec lequel le sentiment juridique réagit contre une lésion du droit est une mesure certaine de la force avec laquelle un individu, une classe ou un peuple comprend pour lui, et pour le but spécial de sa vie, l'importance du droit“.

Jamais la vérité de cette assertion n'est apparue aussi nettement qu'au cours de la grande guerre. Les crimes de l'Allemagne ont soulevé contre elle des indignations telles qu'elles lui valurent le nom d'ennemie du genre humain. Les atteintes portées au droit d'autrui ont suscité des résistances aussi justes qu'inattendues.

Loin de déferer à l'ultimatum brutal qu'elle recevait, la Belgique s'est dressée contre les armées impériales et les a tenues en échec assez longtemps pour permettre à la France surprise en pleine quiétude de se préparer au grand choc. Par une réminiscence sans doute du droit pénal, qui déclare illicite la résistance aux mesures de légitime défense, l'Allemagne qui prétendait agir au nom du droit soutenu équivalent de la nécessité légitime a essayé de démontrer que la Belgique avait commis un acte illégal en refusant le passage des troupes germaniques sur son territoire et qu'elle en subissait la juste punition. Par tous les moyens, même par ceux qu'un cambrioleur n'aurait pas écartés, comme le pillage des archives de Bruxelles, elle s'est efforcée de fournir la preuve d'une entente préalable de la nation égorgée avec la France et l'Angleterre, au mépris de ses devoirs de neutralité. Mauvaise justification, qui lui valut cette apostrophe indignée du célèbre poète Karl Spitzer de la Suisse alémanique: Il suffit de tuer sa victime, il n'est pas nécessaire de la déshonorer!

L'héroïsme belge ne forma pas la seule barrière à l'ambition tudesque. L'Angleterre, se déclarant protectrice du droit outrageusement violé, soutint le faible contre le fort. Les menaces dont se trouvait entouré leur avenir national, decida l'Italie, puis la Roumanie à prendre part aux hostilités. Les torpillages sous-marins causant aux neutres des dommages matériels et des pertes d'existences soulevèrent de légitimes colères, provoquèrent des ruptures diplomatiques ou des déclarations de guerre, et la grande République des Etats Unis si profondément attachée à la paix prit les armes.

En employant au cours des combats des armes ou des procédés illicites, l'Allemagne a provoqué l'application du traitement de réciprocité, qui est en réalité une forme spéciale du droit de légitime défense. Pour ne citer qu'un exemple, elle a lancé des gaz asphyxiants au mépris de toutes les interdictions conventionnelles; on lui a lancé et en fin de compte sa tentative est devenue pour les siens une cause de malheurs.

C'est au cours de la guerre sous-marine que l'exercice du droit de légitime défense a trouvé son emploi

10) Paul Fauchille, *Les attentats allemands contre les biens et les personnes en Belgique et en France*, Revue de droit international public, 1915, p. 295 et suiv.

le plus efficace. Les submersibles germaniques ayant méconnu toutes les prescriptions du droit des gens, les bateaux de commerce résolurent de se défendre contre les voies de fait dont ils étaient victimes. Le gouvernement allemand, toujours enclin à juger la conduite des autres, poussa les hauts cris. Sa première tactique consista à soutenir que l'armement des bateaux de commerce en faisait des navires de guerre, et qu'il convenait de les traiter comme tels au point de vue du ravitaillement et de l'asile dans les ports neutres. Cette prétention n'obtint aucun succès, et les alliés, loin de renoncer à une mesure qui donnait d'excellents résultats, en généralisèrent l'emploi après la déclaration de guerre sous marine à outrance. L'Allemagne proclama alors par la voie de la presse que la défense des bateaux de commerce était contraire à la loi internationale, et qu'elle exposait leurs équipages aux rigueurs du droit pénal ordinaire. Elle donna la preuve de sa mentalité en condamnant à mort le capitaine anglais Fryatt, qui avait défendu le navire dont il assurait le commandement en coulant le sous-marin ennemi. Sentence illégale au premier chef, qui souleva non seulement dans la Grande-Bretagne mais aussi dans le monde entier une profonde indignation! ⁽¹⁾

Que l'impudence ne connaisse parfois pas de limites, la preuve en a été fournie par l'incident du Baralong. Le Baralong est ce croiseur auxiliaire anglais, qui survénant au moment où un sous-marin allemand cherchait à détruire le Nicosian coula le sous-marin. Les hommes d'Etat allemands soutinrent que le Baralong arborait le pavillon américain, et que le capitaine loin de chercher à secourir les marins allemands les avait fait tuer; comme cette version était formellement démentie par le gouvernement britannique, ils demandèrent que l'affaire fût soumise à une commission d'experts appartenant à des pays neutres. L'Angleterre offrit aussitôt d'en saisir une „Cour d'enquête“ composée d'officiers de la marine américaine (l'Amérique à ce moment était encore neutre); elle n'y mit qu'une condition, chef d'œuvre d'humour: la Cour aurait qualité pour connaître de trois affaires contemporaines de l'incident du Baralong, celle de l'Arabie, du sous-marin T. E. 13 et du Ruel, dans lesquels des autorités navales allemandes avaient attenté à la vie de non-combattants et de naufragés. Prise à son propre piège, l'Allemagne déclina l'offre, et les choses en restèrent là!

Est-il besoin de réfuter les allégations singulières d'un Etat qui veut voir dans la résistance opposée aux attaques illégitimes de ses sous-marins un acte criminel? Ne suffit-il pas de dévoiler ce double jeu qui utilise le droit des gens pour excuser ses propres fautes et pour condamner les ripostes jugées périlleuses? Lorsqu'un particulier prend des armes pour se défendre contre des brigands, il ne vient à personne l'idée de le qualifier pour cela de brigand. De même le bateau de commerce, qui installe des canons à son bord ne change pas de caractère, et ne commet aucun méfait. Le seul droit qu'il exerce, c'est le droit intangible de légitime défense.

11) L'esprit german qui se caractérise par la persistance de ses résolutions.—La Commission allemande de droit international, chargée de faire une enquête sur les conditions dans lesquelles le capitaine anglais Fryatt avait été condamné par la justice militaire et aussitôt exécuté à Bruges en juillet 1916, a rendu le 2 avril 1919 une sentence, qui se ramène à ces termes: le jugement est régulier, les prescriptions de la loi ont été observées; il est seulement regrettable que l'exécution ait été aussi rapide.—Dr. Menge, *Deutsche Juristenzeitung*, 1919, p. 419.

De ce que l'Etat de nécessité reste étranger aux rapports entre Etats, il ne résulte nullement qu'il ne puisse s'appliquer pendant les hostilités aux rapports entre particuliers, soldats ou civils. Bien au contraire, la guerre est éminemment propice aux situations qui la provoquent. Mais le conflit cesse d'appartenir au droit international; il ressort uniquement à la législation pénale ordinaire. L'agent du délit se trouve tenu de rendre compte de sa conduite à la juridiction compétente, qui peut être celle du pays de la victime. Rien que de très normal, de très conforme aux règles générales!

Ce qui caractérise le temps de guerre, ce qui le différencie des autres cas, c'est que la nécessité légitime peut résulter non seulement des événements extérieurs mais aussi des intentions hostiles des victimes. Les journaux ont rapporté un fait émouvant qui constitue l'exemple typique. Rentrant d'un raid sur l'Angleterre, un zeppelin sombre et s'éffondre dans la mer. Une partie de l'équipage parvient à s'accrocher à la fraction de l'appareil qui surnageait, et s'y maintient. Une barque de pêche passe près du lieu du sinistre, et aperçoit les signaux de détresse. Que faire? Les matelots sont sans armes, moins nombreux, moins forts que les naufragés. Les recueillir, c'est se placer sous leur joug, mettre sa vie, sa liberté à la discrétion d'ennemis dont la reconnaissance n'est pas vertu dominante!... La barque s'éloigne et disparaît... Dans l'espoir, il y avait eu refus de secours, faute par omission. Le délit aurait pu se corser si les Allemands avaient en le moyen de pénétrer dans l'embarcation, et s'ils avaient été rejetés à l'eau par des actes de violence. La rigueur des circonstances n'en eût pas moins fait admettre l'excuse légale.

D'après le principe général qui commande toute la matière, le bien sacrifié doit être inférieur, tout au plus égal, au bien sauvé. En temps de guerre, la comparaison de valeur entre les biens, l'équivalence ne laisse pas parfois de présenter les plus sérieuses difficultés. Voici un cas tout à fait caractéristique qui s'est présenté à différentes reprises. Des soldats isolés ou en très petit nombre ont réussi à faire croire à un groupe d'ennemis bien supérieur, grâce à d'habiles stratagèmes auxquels la ventriloquie ne fut même pas étrangère, qu'ils se trouvaient cernés, et en ont obtenu ainsi la reddition. Supposons que les prisonniers revenus de leur erreur, se rendant compte de leur force réelle, changent de sentiment, et essaient de s'évader. Leurs vainqueurs improvisés tireront sur eux; c'est à la fois leur droit et leur devoir. Mais sans qu'il y ait résistance de la part des prisonniers, supposant que le transfert en devient impossible ou l'approche des troupes ennemies en assure la délivrance; leur meurtre est-il licite? Le Manuel de l'Etat major allemand, qui vise des cas analogues (et aussi des cas moins délicats), n'hésite pas à donner une réponse affirmative sans même apercevoir les données de ce terrible cas de morale guerrière. D'un côté, l'intérêt de la Patrie à voir diminuer les forces adverses; d'un autre, le sacrifice de la vie infligé à des hommes qui ne sont coupables d'aucune faute. Les lois de la guerre, les conventions de la Haye qui les consacrent (art. 23, c. du Règlement), ne donnent-elles pas la vraie solution en assurant la vie sauve au vaincu qui a déposé les armes et qui n'essaye pas de s'évader?

La guerre sous-marine a soulevé un conflit que l'on a prétendu analogue. Lorsque le paquebot anglais Falaba fut torpillé, le 28 mars 1915, le commandant du sous-marin intima l'ordre à l'équipage et aux nombreux

passagers du navire de prendre place dans les canots de sauvetage; mais au cours de l'opération des torpilles furent lancées, occasionnant de nombreuses morts. Pour justifier leur conduite, les Allemands prétendaient que cet acte leur avait été imposé par l'approche de vaisseaux suspects, dont ils pouvaient redouter l'attaque; ils ajoutaient que le sauvetage aurait dû s'accomplir sans perte de vies, s'il y avait été apporté la célérité nécessaire. De telles explications fournies *a posteriori* en présence de l'indignation des neutres demandant un châtement pour les coupables, ne saurait être admise par des juristes sous aucun prétexte, car elle va à l'encontre d'un principe du droit international fondé sur l'humanité même. La destruction des bateaux de commerce suppose comme condition *sine qua non* que la sécurité des personnes se trouvant à bord est assurée; or il faut un délai de plus de quelques minutes pour que les embarcations destinées à recueillir plus de 250 personnes, comme c'était le cas pour le *Falaba*, soient mises à la mer, et que les intéressés y aient pris place. Quand un belligérant éprouve la crainte si réelle soit-elle de se voir dérangé dans ses opérations par l'approche de l'adversaire, il n'a qu'à combattre ou à s'enfuir.

J. CHAMPCOMMUNAL
avocat, docteur en droit
professeur à la Faculté libre de droit de Limoges

Noul proiect de cod penal în Italia

Prin bunățatea d-lui Ferri — președintele comisiei pentru reforma legislației penale, d. A. Garoppali — a putut lua cunoștință de noul proiect al codului penal, înainte de a fi dat publicității.

Deși nu cuprinde deocamdată decât cartea întâi, totuși este foarte important deoarece conține și organizează normele fundamentale a întregii legislații penale.

Actualul cod penal italian a intrat în vigoare dela 8 Ianuarie 1890.

Acești treizeci de ani de experiență au arătat că legislația penală a fost insuficientă și ineficace pentru a diminua creșterea criminalității care în special în acești ultimi ani a mers și merge crescând într-o măsură îngrijitoare.

Creșterea criminalității nu este numai în Italia, ci este un fenomen general și comun tuturor țărilor civilizate din lume.

Reforma legislației penale este una din acele chemate a fi cât mai curând îndeplinită și în țara la noi și acest motiv mă face a publica aceste note extrase din studiul d-lui A. Garoppali. Ea este cerută și de o mare parte din juriștii noștri, chemați să aplice legea și care-și dau cel mai bine seama de această mare lacună, d. I. B. Georgescu, fost prim-procuror arată aceste lacune în lucrarea sa: «Contribuțiuni pentru o reformă a codului penal». D-l Al. Oteteșeanu, într-o conferință ținută la Baroul de Ilfov, spunea: «Legile de interes public, cum e constituția, legea penală cu procedura ei, organizarea justiției, etc., trebuiesc dela început să fie uniforme pentru toată țara întregită».

Proiectul de reformă penală italian a rezultat din contrastul și din lupta între școala clasică, ce stabilește ca criteriu al penalității, faptul penal și obiectivitatea sa materială și școala pozitivistă ce ridică la rangul de principiu diversă personalitate a delinvenților față de necesitatea apărării sociale.

Acest contrast s'a manifestat foarte viu în primele lor întâlniri, când intransigența era necesară primei pentru a se apăra și celei de a doua pentru a ataca și a se afirma. Cu timpul însă, aceste asperități au început a se atenua pe măsură ce discuțiile au ajuns mai limpezi și au demonstrat că, în această chestiune niciuna din școlile de mai sus nu avea monopol adevărului, adepții școlii clasice recunoscând, că în aplicarea legii penale, e necesar a se ocupa și de personalitatea fizio-psihică a delinvenților, de circumstanțele atenuante, agravante, dirimante, recidive, etc., iar adepții pozitivistilor recunoscând necesitatea de a ține cont de faptul delictuos obiectiv, ca condițiune juridică preliminară.

Criteriile după care s'a redactat noul proiect de cod penal sunt rezumate în următoarele puncte în studiul d-lui Garoppali:

I. «Deoarece orice delict, înainte de a fi — pentru a intrabuția clasică formulă a lui *Carrara* — «un ente giuridico costituito dal rapporto di contraddizione tra un fatto e la legge», e acțiunea unui om, care, după terminarea pedepsei va trebui sau să se întoarcă să trăiască în societate, respectând drepturile celorlalți sau să comită noi delictu, în acest caz măsurile de apărare socială în contra infractorilor vor trebui să fie adaptate nu atât gravității obiective, mai mare sau mai mică a delictului, cum e acum în toate legislațiile penale, ci marelui sau micului pericol ce-l prezintă delinvențul.

Prin urmare criteriul fundamental pentru o reformă a legilor contra criminalității, trebuie să fie ca măsurile să fie mai riguroase pentru a fi mai eficace, în contra delinvenților periculoși prin tendințele lor moștenite sau căpătate — și mai puțin riguroase pentru marea majoritate a delinvenților ocazionali și mai puțin periculoși».

Fără îndoială, că va repugna multora, ce sunt obișnuiți să vadă în principiul egalității tuturor cetățenilor în fața legilor — fundamentalul justiției penale — ca pedeapsa să fie adecuată nu atât entității penale comise, ci pericolului ce-l prezintă delinvențul. Dar dacă, pe deodată, ne gândim la interesele superioare ale apărării sociale și pe de alta că, această reformă presupune o magistratură selectă, independentă și dotată ca cunoștințe tehnice speciale; atunci se vede, că se va putea evita, așa zisul arbitrar, și temutele pericole și inconveniente ce prezintă acest principiu.

II. «Cu privire la necesitatea de a individualiza pedeapsa, proiectul stabilește în norme generale dubla distincțiune între delinvenții comuni și delinvenții politico-sociali. Ca și în alte țări civilizate, pentru minori a adoptat măsuri de natură procedurală (tribunale speciale) sau de natură defensivă, inspirată de concepția internărilor lor pe timp nedeterminat pentru a putea fi reeducați și redați vieții libere. Prin urmare și prezentul proiect conține norme inspirate de aceste principii. Chiar distincțiunea între delinvenții comuni, determinați de motive egoiste, ca amorul propriu, onoarea lezată, etc., și delinvenții politico-sociali, determinați de motive altruiste, chiar dacă sunt aberațiuni sau utopii, fiind conduși de preocuparea unui mai bun așezământ politic sau social, și folosul întregii societăți sau unei singure clase sociale, dă loc la sancțiuni și tratamente diverse».

III. «Excluzând statului, reprezentat prin ministerul public, orice pretext de a califica și a pedepsi vina delinvenților și recunoscându-i se numai dreptul de a priveghia la apărarea cetățenilor onesti contra celor neonesti, urmează de la sine că pedeapsa nu mai trebuie să reprezinte o reparațiune proporțională cu infracțiunea, ci

un preventiv determinat de un criteriu moral, cu un tratament special ce se va reduce la o detențiune care va dura până ce individual va deveni adaptabil vieții libere».

IV. «In sfârșit în ceea ce privește deținerea delinșenților condamnați, proiectul, ținând cont de experiența tuturor țărilor, în ceea ce privește regimul celular și penitenciar, ce a fost deja calificat de „mormânt pentru vii“, a preferat forma coloniei agricole ce oferă, în o țară ca Italia, cu munca sa în aer liber, un eficace desinfectant fizic și moral».

* * *

Prin acest proiect pedeapsa penală se ridică într-o atmosferă superioară — nu de reparațiune și asuprire, ci de conservare și apărare socială, substituindu-se vechilor izolări celulare, domiciliu forțate, detențiuni, etc. mijloacele mai umane a casei de lucru, a coloniei agricole, a patronatelor, etc. și considerând delinșenții mai mult ca victime, decât ca ispășitori ai vitregiei destinului lor.

DIMITRIE ANTOHI

BIBLIOGRAFIE *)

Legea matrimonială (XXXI/1894, cuprinzând căsătoriu și divorțul din legislația maghiară, actualmente în Ardeal, tradusă, comentată și adnotată cu jurisprudența Cursei de Casație în Budapesta, de d-nii C. Filipescu, Consi lier la Curtea de Apel din Oradia-Mare și Dr. Nicolae Turlea, avocat al statului în jud. Bihor. 1921. Preț 16 lei.

D-nii C. Filipescu și Nicolae Turlea ne dă în traducere românească din codul civil maghiar, d spozițiunile referitoare la căsătorie și divorț (Legea XXXI din 1894). Traducerea pe lângă că este îngrijită, dar vadește și storfarea traducătorilor de a încetățeni în Ardeal limbajul tehnic și juridic din vechiul Regat.

Textele legii sunt însoțite de comentarea și adnotarea cu jurisprudența C. de Cass. din Budapesta, fapt care mărește și mai mult valoarea traducerii făcând-o mai accesibilă magistraților și avocaților veniți din vechiul Regat și constituie în același timp un material mai utilizabil pentru comisiunea de unificare legislativă.

Legea mai este însoțită și de anumite formulare procedurale, în scopul de a înlesni întrebunțarea mai exactă a limbii românești atât de instanțele judecătorești, cât și de justițiabili din Ardeal. Aceasta este o inovație fericită, căci limba în care se redactează hotărârile judecătorești, cât și cea vorbită la bară lasă mult de dorit sub acest raport.

În legea maghiară asupra căsătoriei și divorțului găsim multe dispozițiuni bune, cari ar putea fi adoptate în codul civil unificat al României Mari,

* * *

În *Biblioteca juridică*, scoasă sub îngrijirea distinsului avocat Craiovean Dem. D. Stoensescu, au mai apărut aceste interesante monografii: (No. 7). *Petre Missir*, Dreptul de moștenire al copilului natural la averea mamei sale; (No. 8) *Mihail Drăgănescu*, magistrat. Reabilitarea condamnaților (studiu juridic social); (No. 9) *Florin Sion*, Considerațiuni asupra constituțiunei bolșevice.

E. C. DECUSURA.

TRIBUNALUL ROMANAȚI SECȚIA II

Audiența dela 5 Noembrie 1920

Preșidenția d-lui S. PRAPORGESCU, Președinte
Proces-Verbal No. 6987

Dotă. — Alienabilitatea imobilelor dotale pentru vânzare în loturi la săteni. — Utilitate națională. — Admisibilitatea înstrăinării. — Art. 1252 c. civil.

Inalienabilitatea dotei nu e de esența regimului dotal și nu interesează ordinea publică de vreme ce părțile pot conveni asupra alienabilităței imobilului dotal.

Proprietatea e o funcțiune socială supusă necesităților naționale.

Utilitatea vânzării imobilului în loturi la săteni, apreciată din punct de vedere național și al rentabilității, permite admiterea autorizației de a vinde imobilul dotal.

Tribunalul,

Asupra petițiunei înreg. la No, 1555 din 27 Octombrie 1920 a D-nei Maria Căpitănescu, care cu consumământul soțului său Mircea Căpitănescu, cere a fi autorizată de acest Tribunal să vândă prin bună învoială sătenilor moșia Bălești cu parte din Mihălceni județul Râmnicu-Sărat, averea sa dotală ce i-a mai rămas după exproprierea făcută în anul 1919;

Văzând contractul de căsătorie autentificat de Tribunalul Buzău și transcris la No. 28/900, prin care D-na Maria Căpitănescu, majoră, născută Constantin Ghica, își constituie dotă imobiliară cu prilejul trecerii sale în căsătorie, partea indiviză de proprietate în moșia Bălești cu parte din Mihălceni, pendinte de comunele Bălești și Slobozia-Mihălceni, județul Râmnicu-Sărat, rezervând D-nei Alexandrina Ghica un drept de succesiune de a cincea parte ca uzfructuară;

Văzând că prin împărțala intervenită între moștenitorii defunctului Constantin Ghica partea indiviză a petiționarei s'a stabilit la întinderea de 513 Ha. din care s'au expropriat 255 Ha. după cum rezultă din procesul-verbal din 27 Maiu 1919 al comisiunei 4-a județene de expropriere Măicânești, județul Râmnicu-Sărat, rămânând D-nei Maria Căpitănescu 258 Ha.;

Considerând că proprietatea fiind un drept natural prin care cineva se poate servi, bucura și dispune de un lucru în mod exclusiv și absolut în limitele și sub condițiunile determinate de lege fără a aduce vre-un prejudiciu altuia, iar inalienabilitatea aversei dotale nefiind de esența regimului dotal, ci numai de natura lui intrucât nu interesează ordinea publică, din moment ce părțile pot s'o înlătore prin convenția lor, atunci când au prevăzut în contractul de căsătorie înstrăinarea imobilului dotal (art. 1252 cod civil);

Considerând că evoluția principiilor de drept modificând în parte noțiunea dreptului de proprietate o consideră o funcțiune socială capabilă să sufere transformările utile și necesare ale timpului, dovadă că legiuitorul trecând peste rigiditatea principiului de inalienabilitate ale regimului dotal, prin legea publicată în Monitorul Oficial No. 218 din 20 Decembrie 1916 autoriză în mod suveran instanțele judecătorești să elibereze persoanelor a căror situațiune ar constata o că este precară, din cauza stărei de război, sumele necesare întreținerii, ori cari ar fi condițiunile actului dotal, iar decretul-legi de expropriere din 1918 stabilește că exproprierea atinge toate proprietățile ori cari ar fi proprietarul și ori cari ar fi capacitatea lui

*) D-nii autori de lucrări juridice, cari doresc să li se facă dări de seamă în *Curierul Judiciar*, sunt rugați a trimite Redacției câte două exemplare din lucrările ce voesc a auuța (N. R.).

juridică sau caracterul imobilului expropriat, deci și cel dotal, chiar dacă prin contract nu s'a prevăzut înstreinarea lui;

Că pe baza acestor considerațiuni urmează a examina dacă înstrăinarea imobilului dotal neprevăzut de petiționară în contractul de căsătorie este utilă și necesară și urmează a fi aprobată de Tribunal.

Având în vedere că exproprierea moșiilor începută în anul 1819, prin natura și caracterul său economico-social marcând trecerea marilor proprietăți în mâinile sătenilor în vederea creșterii miciei proprietăți, nu va lua sfârșit decât atunci când fiecare sătean capabil de a munci va fi stăpânul unui mic lot, care să-i asigure posibilitatea de trai și că, dacă cu un moment mai devreme sătenii prin bună învoială achiziționează pământurile pe care expropriile ce vor urma îi vor declara stăpâni, utilitatea națională în vederea căreia s'a făcut exproprierea nu numai că nu este atinsă, ci din contră prin aceasta se grăbește confirmarea unei stări de fapt în deosebire cunoscută, că pământurile să fie stăpânite numai de cei ce le muncesc.

Că nefiind contestată utilitatea din punct de vedere național, nici din punct de vedere al asociației conjugale, permisiunea vânzării cerută de petiționară nu nu poate fi respinsă, căci patrimoniul dotal departe de a fi micșorat prin imposibilitatea în care se găsește petiționară și soțul său de a agricultura moșia, căci pe când comisia județeană de expropriere opiniază ca moșia expropriată să fie plătită cu 1240 ha., iar Inginerul hotarnic Locotenent Colonel Graur, numit expert de acest Tribunal, crede că reala valoare a moșiei după prețurile majorate astăzi nu poate depăși de 2100 lei ha., întrucât pe această moșie nu se află nici plantațiuni, nici construcții și nici subsolul nu conține teren petrolifer, prețul minimum de 2300 ha. cu care înțelege să vândă petiționară moșia depășind cu 1060 lei peste cel opinat de Comisia județeană de expropriere, patrimoniul dotal este asigurat și majorat cu diferența acestei sume și garantat suficient prin consemnarea prețului vânzării la Casa de Depuneri și Consemnățiuni.

Pentru aceste motive Tribunalul, admite cererea făcută de D-na Maria Căpitănescu cu consimțământul soțului său Mircea Căpitănescu, etc.

(ss) S. Praporgescu; Dem. Petrescu

NOTĂ. — Regimul dotal din foarte multe prințive și-a făcut incontestabil traiul. Din punct de vedere moral el conține anomalii de multe ori în flagrantă contradicție cu spiritul timpului în care trăim. «Mariée en communauté la femme se couvrait de honte si elle venait renier ses engagements. Mais il y a une autre morale pour la femme dotale; elle peut promettre et signer; elle n'est pas forcée de tenir»¹⁾ Iar Marcadé reamintind scopul pe care acest sistem îl avea în dreptul roman, adică posibilitatea recăsătoririi femeii prin păstrarea bunurilor constituite dota²⁾, a putut spune: «C'est ce système étroit et déloyal de conservation quand même, inspiré par l'instinct défiant et découragé d'une société décrépite où l'on ne songe plus à rien accroître..... que nos provinces méridionales ont suivi jusqu'à nos jours»³⁾. Din punct de vedere economic,

cum foarte elocvent reese din sentința de mai sus, inalienabilitatea imobilelor dotale este o piedică în fața consecințelor teoriei proprietății considerată ca funcțiune socială, este iarăși o anomalie față de legile economice cari tind spre mobilizarea proprietății fie ea chiar imobiliară⁴⁾.

Totuși, cu toată seriozitatea motivelor enunțate mai sus, poate oare un judecător pe cale de interpretare să ajungă a schimba caracterul de strictă inalienabilitate a imobilelor dotale și să spună că atunci când utilitatea socială o reclamă imobilele dotale pot fi alienate? Credem că nu!

Și din punct de vedere juridic sentința de mai sus ni se pare completamente neintemeiată.

Oricât ar fi de diferite motivele inalienabilității dotei în dreptul roman de acele de astăzi, principiul acestei absolute inalienabilități (afară de excepțiile prevăzute expres de lege) e necontestat. «La vraie dotalité c'est l'inaliénabilité», zice Marcadé⁵⁾. Iar referitor la aceeași idee Duvergier în raportul său spune: «Cette inaliénabilité forme le caractère distinctif du régime dotal.... C'est à l'impossibilité absolue d'aliéner le fonds dotal que la pratique du régime qui établit cette impossibilité attache la conservation des biens, l'assurance des hérités directes, la fortune des enfants, la prospérité des familles et le lustre social»⁶⁾.

Toate aceste idei se găsesc exprimate în art. 1554 cod Napoleon — 1248 c. civ. român. Căci sunt acuma argumentele hotărârii tribunalului de Romanaji?

1. Inalienabilitatea averii dotale nefiind de esența regimului dotal ci numai de natura lui.... din moment ce părțile pot s'o înlăture prin convenția lor atunci când au prevăzut în contractul de căsătorie înstrăinarea imobilului dotal (art. 1252 c. civ.).

2. Proprietatea este o funcțiune socială, ca dovadă e că o lege din 1916 și decretul lege de expropriere prevăd posibilitatea înstrăinării imobilelor, pentru un scop social, chiar când legea se opunea la orice înstrăinare.

De unde concluzia:

În cazul când se cere autorizarea pentru înstrăinarea unui imobil dotal și chiar când înstrăinarea nu e permisă de codul civil, nici nu intră în prevederile legii de expropriere, tribunalul urmează a autoriza această înstrăinare apreciind oportunitatea sa din punctul de vedere social și al intereselor părților.

Și încă odată fundamental juridic al întregii argumentări e articolul 1252 c. civ. care pre-

1) Troplong Prof. p. CLV.

2) Dig. lib. 2, t. 3, 2.

3) Marcadé 8-e ed. t. VI p. 16.

4) Gide — Cours d'Ec. Politique 4 e ed. t. 2 p. 209 și urm.

5) Marcadé — Op. cit. p. 15 et 16.

6) Fenet XIII p. 756. A se vedea referitor la aceeași chestie Guillaud — Contrat de Mariage t. IV N-rile 1830 și urm. și autorii citați; și în genere orice tratat de dr. civil.

vede posibilitatea înstrăinării numai când această înstrăinare este *expres* prevăzută prin contractul de căsătorie; plus cele două dispozițiuni de excepțiune.

Oricât am fi de partizani ai unei interpretări care să țină seamă de necesitățile sociale actuale și nu de litera codului, nu putem admite acest mod de a raționa.

După cum am văzut regula referitoare la inalienabilitatea imobilelor supuse regimului dotal trebuie căutată în art. 1248 c. civ. nu în art. 1252.

Legiuitorul spune categoric: „Nici bărbatul, nici femeia nici amândoi împreună nu pot în timpul căsătoriei a înstrăina, nici a ipoteca imobilul dotal afară de cazurile prevăzute de art. 1250, 1252 (sic), 1253, 1254.”

Articolul 1252 nu constituie deci decât o excepțiune, care trebuie interpretată în mod strict, și pe baza căreia nu se poate ajunge la răsturnarea regulii generale de absolută inalienabilitate a bunului dotal. Ca dovadă că este așa, e că legiuitorul a prevăzut expres atât în art. 19 din constituție, cât și în decretul lege de expropriere, posibilitatea exproprierii proprietăților rurale oricine ar fi proprietarul lor și oricare ar fi capacitatea sa juridică.

Se remarcă pe lângă aceasta, în cazul de față că s'ar transforma o avere imobilă într-o sumă de bani, lucru pe care tocmai legiuitorul a avut expres intenția să îl oprească.

Ne mulțumim cu aceste sumare enunțări de principii pentru a ne întemeia convingerea că modul de a vedea al Tribunalului de Romanaji, foarte laudabil ca intenție și expunere, constituie o forțare a principiilor ce guvernează regimul dotal.

De lege ferenda ar fi de adus desigur multe modificări acestui regim; s'ar putea adopta cu folos dispozițiunea codului civil italian, în virtutea căreia judecătorul poate întotdeauna să autorizeze alienarea cu „remploi” a imobilului dotal, când lucrul prezintă o utilitate evidentă. (Art. 1405 c. civ. italian). În starea de astăzi a legislației nu ne putem învoi cu interpretarea dată de Tribunalul de Romanaji.

Celor cari atrași de abilitatea rațioamentului, s'ar simți înclinați spre acest mod de a vedea le supunem următoarea reflexie a lui Geny: „En offrant à l'interprète la perspective d'appréciations juridiques à porter en dehors ou à coté des décisions strictement légales ne risque-t-on pas de ruiner les bases mêmes de l'ordre positif, ne va-t-on pas déchaîner l'arbitraire et ouvrir la porte toute grande à cette jurisprudence de sentiment si, non même de passion, dont les sentences purement impressionnistes de certains bons juges semblent les décourageants précurseurs?” (7)

C. BOSIANU

Dr. în drept, Avocat

TRIBUNALUL ILFOV SECȚIA III C. C.

Audiența dela 24 Decembrie 1920

Președenția d. N. VENCULESCU. Judecător de ședință
Floarea Popovici cu S. Ș. și Leontina Isakievici
Sentința No. 955

Acțiune în reducere. — Caracter personal. — Inadmisibilitate față de subachizitorii de bună credință. — Art. 855 c. civ.

Textul art. 855 din c. civ. consideră acțiunea în reducere ca o acțiune personală, nu reală; ca atare ea nu se poate intenta decât contra donatorilor sau legatarilor și succesorilor lor, iar nu și contra subachizitorilor de bună credință, dela aceștia rămânând rezervatarilor dreptul de a cere comșenitorilor plata excedentului peste partea disponibilă, fără a putea revendica imobilul înstrăinat și aflat în mâna subachizitorului.

Tribunalul,

Asupra acțiunii civile intentată de Floarea A. Popovici cu petițiunea înreg. la No. 2045/915 în contra părâtului S. Ș. cum și asupra acțiunii de chemare în garanție introdusă de S. Ș. cu petițiunea înregistrată la No. 5452/915 în contra d-nei Leontina Isakievici;

Având în vedere susținerile părților oral și prin rezumatele de concluziuni depuse în scris la dosar conf. art. 141 proc. civ.

Având în vedere că reclamanta Floarea A. Popovici prin acțiunea ce a introdus cere în calitate de fiică a defunctului Nae Florescu să se reducă actul de donațiune făcut de defunctul Nae Florescu autentificat de Trib. Ilfov secția Notariat la No. 4133/1892 și prin care numitul dăruia fiicei sale Adriana S. Dumitrescu toată averea sa compusă din imobilul din str. Mecet No. 6 și această reducere să se facă în sensul de a i se recunoaște numitei reclamante și a i se lăsa în deplină posesiune jumătate din imobilul sus menționat astfel cum se găsește astăzi cu construcțiunile de pe el și a i se rezerva dreptul la o deosebită acțiune pentru venituri; iar d-l S. Ș. prin acțiunea de chemare în garanție tinde ca d-na Leontina Isakievici, legatară universală a vânzătorului, său defunct Dumitru Dumitrescu, să-l apere de pretențiunile reclamantei Floarea A. Popovici și în cazul când pretențiunile aceștia s'ar găsi fondate și contractul de vânzare al imobilului sus vorbit s'ar rezilia din culpa vânzătorului, să i se restituie de numita prețul cumpărării în întregime și să i se acorde daune interese în sumă de 8000 lei;

Având în vedere că din actele și lucrările aflate în dosar se constată în fapt următoarele:

La anul 1892 Nae Florescu prin actul autentificat de Tribunalul Ilfov secția Notariat la No. 4133/1892, donează fiicei sale Adriana Dumitrescu toată averea sa compusă din imobilul situat în București strada Mecet No. 6; Adriana Dumitrescu stăpânește acest imobil până la moartea sa, când îl testează soțului său D. Dumitrescu, prin testamentul său olograf cu date de 8 Iunie 1912, iar D. Dumitrescu soțul Adrianei Dumitrescu născută Florescu, vinde acest imobil cu act de vânzare în regulă părâtului d. azi S. Ș.; la 26 Iunie 1899 încetează din viață Nae Florescu donatorul, la 1912 încetează din viață Dumitru Dumitrescu soțul donatorei Adrianei Dumitrescu și după două luni dela moartea acesteia și la 16 ani dela moartea lui Nae Florescu, Floarea Popovici fiica lui Nae Florescu intențează acțiunea de față în reducere subachizitorului S. Ș.; iar acesta introduce acțiunea de chemare în ga-

7) Methodes juridiques p. 185.

ranție în contra d-nei Leontina Isakievici legatară universală și moștenitoarea defunctului D. Dumitrescu, vânzătorul imobilului către S. Ș. Acestea sunt faptele.

Având în vedere că reclamația a cerut oral și prin concluziile scrise, să i se admită acțiunea pe baza dispozițiilor art. 841 codul civil, constatându-se că defunctul Nae Florescu în momentul donației avea trei copii și deci nu putea prin donație să atace rezerva celorlalți copii, că ceea ce putea dona valabil era numai o pătrime, așa că pârâtul nu a cumpărat valabil de cât o pătrime pe care o putea dona Nae Florescu și o pătrime ce i se cuvenea Adrianiei Dumitrescu în calitate de fiică; iar celelalte două pătrimi i se cuvine dansei reclamantă, și ca atare să fie obligat pârâtul ai lăsa în a sa stăpânire aceste două pătrimi cu cheltuieli, iar pârâtul la această acțiune a opus dispozițiunile art. 855 din codul civil și a cerut respingerea acțiunii.

Având în vedere că, în drept, conform art. 841 cod. civ., liberalitățile fie făcute prin acte între vii, fie făcute prin testament nu pot trece peste jumătatea bunurilor dispunătorului dacă la moartea sa lasă un copil legitim, peste a treia parte dacă lasă doi copii, peste a patra parte dacă lasă trei sau mai mulți copii, iar art. 847 același cod spune că liberalitățile prin act între vii sau prin testament, când vor trece peste partea disponibilă, vor fi reduse la această parte; iar această reducere nu va putea fi cerută de cât numai de erezii rezervatari, de erezii acestora sau de cei care înfățișează drepturile lor.

Având în vedere că în speță reclamanta intrunește condițiunile sau zisului text de lege și ca atare ar fi în drept de a introduce acțiunea de față, însă astăzi dănsa nu poate susține cu succes această acțiune în contra pârâtului, care este un sub achizitor de bună credință, căci la aceasta se opune dispozițiunile art. 853 din codul civil care prevede că donatorul este obligat dacă a înstreinat bunul dăruit să facă în urmă raportul excedentului porțiunii disponibile după valoarea lucrului din timpul morții dispunătorului, cu alte cuvinte o atare acțiune, nu se poate face dacă bunul dăruit este înstreinat decât aceluia care a primit donațiunea și acesta nu va putea raporta de cât ceea ce trece peste partea disponibilă și după valoarea lucrului dăruit ce va fi avut în momentul morții celui ce a făcut donația.

Considerând că în asemenea condițiuni rămâne stabilit că acțiunea în reducere nu se poate face de cât în contra donatarilor sau a moștenitorilor sau legatarilor lor iar nu și în contra subachizitorilor, iar în caz de înstreinare a imobilului dăruit sau legat, acei cari exercită acțiunea în reducere au dreptul să ceară de la moștenitorul lor plata excedentului peste partea disponibilă, fără însă a putea revendica imobilul înstreinat și aflat în mâna terțului achizitor.

Că astfel, textul art. 855 din codul civil consideră că acțiunea în reducere când imobilul dăruit a fost înstreinat de donatar ca o acțiune personală ci nu reală și prin urmare moștenitorii a căror rezervă a fost atinsă prin donație nu mai au drept în contra terțului sub achizitor să ceară acestuia reducțiunea, așa că în speță acțiunea este nefondată și urmează a se respinge.

În ce privește acțiunea de chemare în garanție :

Având în vedere că pârâtul căpătând câștig de cauză prin respingerea acțiunii introdusă în contra sa, acțiunea de chemare în garanție devine fără interes și urmează a se respinge ca atare.

Pentru aceste motive Tribunalul, Respinge ca nefondată acțiunea intentată de Floarea Popovici.

(ss) N. Venculescu, Al. Sfetcescu.

Grefier (ss) B. Niculescu.

NOTĂ. — Soluțiunea dată de sentința, ce am reprodus mai sus, este conformă vederilor constante și definitiv fixate ale doctrinei și jurisprudenței noastre.

Intrădevăr în sistemul codului nostru civil, care, de altfel, urmează în această privință tradiția dreptului roman și a codului Callimach, *reducțiunea are un caracter personal, care se resfrânge numai asupra moștenitorilor atât timp cât imobilul este în stăpânirea lor*. Dacă imobilul a fost înstreinat, achizitorii sunt la adăpost de această acțiune, care nu are efect real, moștenitorii fiind numai obligați personal a reduce echivalentul înstreinării.

Art. 855 c. civ. roman prevede că :

„Donatarul este obligat dacă a alienat bunurile dăruite, să facă în urmă raportul excedentului peste porțiunea disponibilă, după valoarea lucrurilor din timpul morții dispunătorului“.

Soluțiunea aceasta, precum am spus, este în spiritul tradiției *romane*, care prevedea de asemenea că acțiunea în reducere nu se poate intenta decât contra donatarilor și succesorilor lor fiind cu totul la adăpost terții subachizitori de orice acțiune în revendicare. (v. Dig. de hereditatis petitione 5, 3, 23 și 20, 24).

Codul civil francez are în această privință o dispoziție diferită.

Articolul 930 c. civ. fr. are întrădevăr următorul cuprins.

„L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénées par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente“.

Această dispozițiune se completează prin cele prevăzute de art. 928 și 929 c. civ. fr. din cari primul prevede restituirea fructelor porțiunii ce excede quota disponibilă din momentul decesului donatorului dacă cererea de reducere se face în cursul anului, iar în caz contrar din ziua cererii; iar al doilea prevede că bunurile atinse de reducere revin fără sarcina datorilor sau ipotecilor create de donatar.

Remarcăm dela început o deosebire fundamentală a codului francez între reducțiune și raport.

Art. 860 c. civ. fr. prevede că :

„Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant

quant le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession; il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture...".

Prin urmare la raport nu se ating înstrăinările făcute de donatar, la reducere dinpotrivă ele cad.

Deosebirea de soluții nu putea să nu impresioneze. Mourlon (t. II, No. 648, p. 346) mărturisește că „nu vede motivul acestei diferențe între reducere și raport; îl constată numai fără să-l poată explica”.

Colmet de Santerre (t. IV, No. 67 bis III) găsește că „merită mai multă considerație asigurarea pentru moștenitori a integrității rezervei lor decât menținerea între copătași a unei egalități pe care voința defunctului avea puterea s'o schimbe”.

Iar Laurent (XII, No. 196, p. 255) crede că „principiul dela care pleacă legiuitorul este că drepturile terților trebuiesc a fi menținute când e posibil să se dea satisfacție moștenitorilor cari cer raportul sau reducere.”

Or acest lucru este întotdeauna posibil când moștenitorul donatar trebuie să raporteze; raportul se va face luând mai puțin ceea ce dă satisfacția cuvenită comoștenitorilor donatarului. Când însă e locul la reducere contra unui terțiu care nu e moștenitor, nu e decât un singur mijloc de a reintegra pe rezervatari în dreptul lor; obligarea donatarilor să le dea echivalentul în bani, iar dacă sunt insolvari, concilierea intereselor opuse ale terților și ale rezervatarilor devine cu neputință și trebuia să se dea celor din urmă o acțiune împotriva celor d'ntăi. (cf. și Planiol III, 3117 și Baudry-Lacantinerie & Colin Donations I, No. 1027 și urm.).

Cum vedem, în principiu, în antagonismul de interese dintre rezervatari și terții dobânditori ai bunurilor dăruite în proporție ce excede quota disponibilă, sistemul francez ocrotește pe moștenitori.

În fapt însă această protecție este simțitor atenuată. Într'adevăr:

1) Codul nu vorbește decât de *imobile*. Doctrina (cu excepția lui Laurent, XII, 197) deduce că acțiunea în reducere nu se aplică *mobilelor* (Coin Delisle asupra art. 929 no. 1; Deman e IV 67 bis No. 1; Demolombe XIX, 628; Marcadé asupra art. 930 No. 1). De altfel aplicarea regulii în *fait de meubles* ar sustrage aproape unanimitatea *mobilelor* corporale acțiunii în reducere.

2) Chiar pentru *imobile* acțiunea în revindicare acordată rezervatarilor ar fi paralizată prin uzucapiunea imobilului de către terțiu cumpărător de bună credință, mai ales că părerea extremistă că orice cumpărător dela un donatar e de rea credință fiindcă ar trebui să se aștepte

la o eventuală reducere, a fost cu drept cuvânt respinsă.

În afară de aceasta, posibilitatea de a evita măsura gravă a anulării înstrăinărilor de imobile e dată de două măsuri succesive: a) discuția prealabilă a averii donatarului; b) în subsidiar dreptul dobânditorului de a evita restituirea imobilului prin plata în numerar a valorii lui în momentul deschiderii succesiunii și cu fireasca acțiune în regres împotriva donatarului devenit ulterior solvabil.

Numeroasele dificultăți și controverse, la cari sistemul francez a dat naștere, criticile cari i s'au adus și cari sunt evident fondate, au determinat pe legiuitorul român să adopte și în materie de reducere principiul admis pentru raport: neresfrângerea asupra terților a socotelilor dintre comoștenitori.

Acest sistem era și al codului Callimach, următor tradiției romane și este și în spiritul tendinței moderne de asigurare a creditului public, a circulației averilor și deci a creșterii economiei naționale. Tendința de protecție a circulației bunurilor, a terților cari încheie transacțiuni, și care a inspirat printre alte măsuri: regula „en fait de meubles possession vaut titre”, validitatea actelor credelui aparent, preferarea achizitorului cu titlu transcris, etc. și care a făcut ca în dreptul german nici o acțiune în desființarea unui act să nu se resfrângă asupra terților achizitori de bună credință, explică soluția codului nostru civil, care proclamă personalitatea acțiunii în raport sau în reducere.

Legiuitorul a crezut cu drept cuvânt, că între moștenitorul neglijent care nu-și intență acțiunea cât timp bunul e în stăpânirea comoștenitorilor săi, și terțiu de bună credință, care n'are de unde să cunoască numărul și calitatea diferiților succesori, e de preferat interesul terților, cari, la adăpost de temere, pot face în liniște transacțiuni și înlesni astfel circulația averilor.

Principiul personalității acțiunii în reducere și neresfrângerea acestei acțiuni asupra terților achizitori a fost cu energie afirmat de regretatul Degré în vol. I, p. 326 care spune:

„În sistemul codului nostru civil, acțiunea în reducere nu se poate resfrânge asupra terților”.

De atunci doctrina și jurisprudența sunt unanime în acest sens.

Astfel:

Curtea de Apel din București în decizia din 8 Martie 1884, publicată în *Dreptul* din acelaș an, No. 35, pag. 276 spune:

„Acțiunea în reducere e dată numai în contra donatorilor sau legatarilor, iar nu și contra subachizitorilor. Astfel în caz de înstrăinare a imobilului dăruit sau legat, aceia cari exercită acțiunea în reducere au dreptul să ceară dela

compoșitorul lor plata excedentului peste partea disponibilă, fără a putea revendica imobilul în mâinile terțului achizitor“.

În acelaș sens s'a pronunțat Trib. Covurlii prezidat de actualul consilier al Curții de Casație, d. St. Urlișteanu, la 28 Februarie 1902 (v. *Curierul Judiciar* No. 64, p. 533).

Tribunalul Ilfov prezidat de d. Consilier Ionescu-Dolj în sentința din 4 Noembrie 1904 publicată în No. 38, p. 307 a *Dreptului* anul 1905, spune de asemenea:

„Legiuitorul român inspirat de interesul circulației bunurilor imobiliare precum și în vederea consolidării creditului în genere, a modificat dispozițiunea corespunzătoare din legea franceză și în art. 855 a admis un sistem opus celui francez, refuzând dreptul moștenitorilor rezervatari de a ataca în proprietatea bunurilor de cari s'a dispus prin donație supusă reducțiunii pe terții achizitori de bună credință și deținatori ai imobilelor. Această dispoziție se aplică fără a distinge dacă înstrăinarea imobilului s'a făcut înainte sau după moartea donatorului.

În fine *Curtea de Apel din Craiova* în decizia din 5 Mai 1912, publicată în *Dreptul* din acel an No. 45, pag. 358, consideră acțiunea în reducere ca *eminamente personală*.

În aplicarea acestei echitabile soluții a codului nostru, d. Alexandresco face în vol. IV p. I, p. 655 al comentariului său de cod civil, o distincție. După părerea d-sale art. 855 c. civ. rom. nu se aplică decât în cazul în care înstrăinarea bunului revendicat s'a făcut anterior deschiderii succesiunii, căci în caz contrariu dreptul la reducere ar fi deschis în momentul înstrăinării.

Opinia izolată a d-lui D. Alexandresco nu a convins însă jurisprudența. D-sa însuși citează din *Dreptul* 38/905, p. 308 o sentință a Trib. Ilfov semnată de d-nii I. Ionescu-Dolj și C. A. Robescu care răspund distincției propuse de d-l Alexandresco că „legea atât în interesul siguranței circulației și transmiterii bunurilor imobiliare, cât

și în vederea consolidării creditului în genere, a sacrificat în totul interesul moștenitorilor rezervatari ocrotind pe terțul achizitor de bună credință contra ori cărui atac din partea moștenitorilor“.

Suntem de acord cu părerea tribunalului de Ilfov pentru următoarele considerente:

1. Legea nu face nici o distincție așa că nu o poate face judecătorul;

2. Rațiunea textului; protecția terților e aceeași ori care ar fi data înstrăinării, căci dacă înstrăinarea e opozabilă când e făcută de donatar în timpul vieții, cu atât mai mult există rațiune ca ea să fie opozată și când e făcută după moartea lui de ejus;

3. Neglijența moștenitorului de a nu fi intentat acțiunea în reducere dă drept terțului care a posedat cu buna credință să fie preferat de lege.

4. Dreptul rezervatarului asupra porțiunii legitime există și în timpul vieții lui de ejus numai exercițiul se deschide prin succesiune, așa că înstrăinarea lezează fie că e făcută înainte, fie în urma morții lui de ejus ceeace e deci indiferent față de textul precis al legii.

5. Lucrul înstrăinat însă nu aparține rezervatarului, căci reducerea nu se face deplin drept, ci trebuie cerută în justiție și până la obținerea ei lucrul nu e în patrimoniul donatorului și înstrăinarea e perfect valabilă (V. Planiol III, 3103 și 3111);

6. Transmiterea datoriilor unei persoane la alta presupune transmiterea întregului patrimoniu: un cumpărător, succesor cu titlu particular, nu poate fi ținut de datoriile autorului său, care răspunde personal conform art. 855 cu echivalentul lucrului (v. Planiol, I, 304) E o perfectă analogie cu cazul peirei lucrului din culpa donatarului care răspunde de valoarea lui.

Sentința recență a Tribunalului Ilfov s. III, pe care am reprodus-o mai sus, este deci în spiritul legii și în tradiția jurisprudenței noastre.

20 Aprilie 1921

ALEX. VELESCU

REZUMATELE JURISPRUDENȚEI CURȚILOR DE APEL ȘI ÎNALTEI CURȚI DE CASAȚIE

CURTEA DE APEL BUCUREȘTI

SECȚIA I

Apelant: Jean Dimancea prin d. avocați Slătineanu și I. Gr. Porieșteanu.

Intimat: I. Stratulat prin d. avocat I. Dendrinu.

Contract de închiriere. — Clauză adăugată posterior facerii actului. — Contestatie. — Dovada cu martori. — Inadmisibilitate. — Renunțare condițională. — Act unilateral. — Mai

multe exemplare. — Probă. — Când actul este bilateral? — Probă. — Efecte.

a) Convențiunile între părți nu se pot stabili prin martori; iar interogatoriul intimatului nu poate constitui un început de dovadă scrisă, când din el nu rezultă nimic din care ar putea să se infărească afirmațiunea apelantului. Prin urmare, în speță, apelantul interalând în contract, posterior confecționării lui, cuvintele «dacă cumpăr casa...», «contractul de chirie va fi reziliat», această afirmație contestată de intimatul de azi, nu poate fi dovedită prin proba cu martori, care este inadmisibilă.

b) O renunțare condițională, chiar făcută într'un act unilateral, când există mai multe exemplare, cum e în speță și când există diferențe între contextul acestor exemplare, instrumentul probatoriu cel mai bun este exemplarul care se află în mâna creditorului, adică în mâna persoanei către care cineva se obligă — în speță, — a intimatului.

Dacă actul este bilateral, cum este în speță, atunci trebuie să fie identitate absolută în contextul ambelor acte ale părților, — ceea ce în speță nu există (*Curtea de Apel București, Secția I-a, decizia civilă No. 20 din 7 Febr. 1921, prin care s'a respins apelul contra sent. 895/920 a Trib. Ilfov Secția III c. cor.*)

SECȚIA II

Oponent: Virgil Livianu prin d. avocat Elef. Rădulescu.
Intimat: Leon Grünberg zis și Livianu prin d. avocați C. D. Anghel și Mitescu.

Schimbare de nume. — Opoziție. — Identitatea de nume poate justifica o opoziție la schimbarea de nume? — Soluție negativă. Art. 1, 8, 9 din legea numelui dela 17 Martie 1885.

În principiu, conform art. 1 din legea numelui din 17 Martie 1895, numele patronimic constituie un drept imprescriptibil și inalienabil, pentru care ordinea publică cere imperios ca nu se poate schimba, modifica sau adăogi de cât potrivit dispozițiilor legale.

Art. 8 și urm. din legea numelui crează o excepție la acest principiu numai pentru persoanele care invocă o cauză binecuvântată, iar art. 9 dă dreptul tuturor celor interesați de a face opoziție.

Din economia legii și după doctrină, rezultă că o schimbare de nume poate fi motivată nu numai de un interes moral, ci și material; iar opoziția contra adopției unui nume trebuie să fie justificată printr'un prejudiciu real ce i s'ar aduce oponentului.

Prin urmare, în speță, suplicantul Grünberg schimbându-și numele în Livianu, oponentul Virgil Livianu își întemeiază opoziția numai pe simplul fapt al asemănării de nume și nu dovedește că-i cauzează un prejudiciu; și cum numele oponentului nu-i istoric ci din contră un nume comun, opoziția ce a făcut nu este întemeiată. (*Curtea de Apel București, secția II-a, decizia civilă No. 18 din 4 Febr. 1921, prin care s'a respins opoziția făcută*).

SECȚIA III

Apelanți: Ministerul de Finanțe prin d. avocați Alex. Otulescu și Herman Schertzer prin d. av. S. Silberman.

Intimați: Ministerul de Război prin d. avocat A. Teodorescu; C. I. Stoicescu prin d. av. I. Gr. Periețeanu; lipsă intimați: Moritz Juster, I. Simionescu-Râmniceneanu și alții.

Contestație la tabloul de ordine al creditorilor. — Arendaș. — Proprietar. — Vite afectate pentru plata arenzei, puse în gaj la un terțiu. — Poate el opune drepturile rezultând din gaj cauzelor de preferință ale proprietarului asupra vitelor imobilizate pe moșie? Art. 1730 c. civ. — Bonuri de rechiziție. — Cesiune. — Poprire. — Validare. — Intervenția celorlalți creditori la tabloul de ordine. — Dreptul de preferință al creditorului proprietar al moșiei. — Admisibilitate.

a) Arendașul nu poate invoca punerea vitelor în gaj la un terțiu, dacă n'a vestit pe proprietar despre aceasta; în acest caz proprietarul are dreptul de a deschiide acțiune pauliană și să revendice vitele de la oricine le deține, conform art. 1730 c. civ., fiindcă revendicarea bonurilor de rechiziție nu era cu putință.

Bonurile de rechiziție sunt în adevăr negociabile la purtător, dar arendașul nu putea să se folosească de această împrejurare pentru a zădărnici gajul proprietarului; iar cedentul, la rândul său, nu putea să uzeze de o creanță fără să garanteze pe cesionar de existența ei; ori creanța era dubioasă după însuși titlul ei, bonurile de rechiziție individualizând proveniența vitelor.

b) Pe calea sumară a contestației la tabloul de ordine a creditorilor nu se poate pune în discuție existența creanței intimatului, fiindcă acesta era creditor și proprietar al arendașului, iar arendașul (Moritz Juster) ca debitor trebuia să dovedească că a plătit arenda, iar toți acei care dețin creanțe de la arendaș, nu pot să aibă drepturi mai întinse decât autorul lor. Creditorul gagist nu putea să ignoreze destinația vitelor pentru care a acordat împrumutul și era dator să înconștientze de aceasta pe cesionar de împrejurările cesiunii.

După validarea poprirei făcută de proprietar (intimatul C. I. Stoicescu) nu se mai poate discuta existența creanței sale, ci numai cauzele de preferință a creanței cedate; ori această creanță fiind stinsă prin plată, creanța proprietarului contra arendașului păstrează rangul util, rămânând intervenientului Ministerul de Finanțe, apelantul de azi, calea recursului contra Ministerului de Război, acesta contra cesionarului, iar acesta din urmă contra creditorului gagist, care își poate realiza drepturile sale sub forma legală a vânzărilor.

Posesorul bonurilor de rechiziție deși putea să le vândă, însă astăzi el nu mai poate face acest lucru față de poprirea făcută de proprietarul moșiei, poprire care i-a fost validată de Trib.

Prin urmare, în speță, arendașul (Moritz Juster) punând în gaj vitele afectate pentru asigurarea plății moșiei proprietarului C. I. Stoicescu, la Simionescu-Râmniceneanu, iar acesta cedând bonurile de rechiziție în valoare de 12.705 lei lui Herman Schertzer, care a notificat această cesiune atât Ministerului de Finanțe cât și celui de război și în urmă, zece zile după această notificare C. I. Stoicescu a făcut poprire pe aceste bonuri, atât intervenția lui Herman Schertzer, a Ministerului de finanțe, cât și contestația la tabloul de ordine a creditorilor pentru a se împărți egal între ei suma datorată, nu poate fi admisibilă față cu dreptul de preferință al creditorului proprietar C. I. Stoicescu asupra vitelor arendașului afectate pentru plata arenzei moșiei, care în niciun caz nu poate fi discutat pe această cale a contestației, mai cu seamă când poprirea a fost validată, iar terțul poprit a plătit. (*Curtea de Apel, București, secția III-a, decizia civilă No. 206 din 12 Oct. 1920, prin care s'a respins apelul contra sent. No. 6/920 a Trib. Ilfov secția de notariat*).

SECȚIA IV

Apelant: N. Săulescu prin d. av. Const. Radianu.

Intimată: Margareta Bălanescu prin d. avocat Eug. Teodorini.

Refugiat. — Hotărâre dată în lipsă. — Comunicare. — Apel. — Tardivitate. — Dacă o hotărâre dată sub ocupațiune poate avea caracterul definitivității? S. luție negativă. Art. 4 din decretul lege 1480/917 și 2199 din 7 Iunie 1919.

Potrivit art. 4 din decretul lege 1480 din 9 Dec. 1917 nici o acțiune mobilă sau imobilă nu se va putea porni contra românilor, persoane civile, aliaților sau neutrilor care lipsesc din țara ocupată, fie că a lăsat sau nu un mandatar, decât șase luni după încheierea păcii generale; deasemenea și acțiunile inten-

tate înainte de ocupațiune sunt suspendate tot până la șase luni după încheierea păcii generale.

O hotărâre dată cu călcarea acestor dispozițiuni e nulă. Această nulitate e absolută, ea putând fi ridicată în orice stare a procesului.

Abrogarea art. 4 din decretul lege 1480/917 prin decretul lege 2199 de la 7 Iunie 1919 nu poate atinge hotărârile date anterior, care sunt și rămân nule, chiar dacă au fost comunicate părții și aceasta a lăsat să treacă termenul de apel contra lor.

Prin urmare, în speță, acțiunea fiind intentată la 7 Dec. 1913, iar sentința s'a pronunțat la 25 Noembrie 1918, în care timp intimata era refugiată în Moldova, chiar dacă i s'a comunicat această hotărâre la 5 Aprilie 1919 și n'a făcut apel decât cu două luni după comunicare, sentința nu poate fi considerată ca definitivă, iar apelul tardiv. (*Curtea de Apel București, secția IV, decizia civilă No. 36 din 1 Martie 1921, prin care s'a admis incidentul ridicat de intimată și s'a respins apelul contra sent. 206/918 a Trib. Prahova sect. 1-a*).

CURTEA DE CASAȚIE

SECȚIA I

Regulament de competență dat după cererea Primului Procuror al Trib. Vâlcea.

Militari dispăruți sau morți în împrejurări de război. — Constatarea decesului. — Instanța competentă. — Art. 27 din legea promulgată cu decretul No. 3244/916 și art. 33 c. civil.

În competența jud. de ocoale s'a dat prin art. 27 al legii promulgată cu decretul No. 3244/916, numai constatarea decesului militarilor foști domiciliați în comunele rurale și cari au murit sau dispărut din împrejurările războiului.

Prin urmare, când se constată că cel nesupus la încorporare, deși figurează ca atare în registrele unui cerc de recutare, în realitate însă el a murit de mic copil, constatarea decesului urmează a se face de Tribunal, potrivit disp. art. 33 c. c., iar nu de jud. de ocol după regulile statornice prin decretul No. 3244/916. (*Cas. I, Dec. No. 711 din 31 Decembrie 1920, prin care s'a regulat competența*).

SECȚIA II

Recurent: Ministerul de Domenii prin d. av. Marinescu.

Codul Silvic. — Infrațiuni. — Amenzi. aplicate. — Caracterul lor civil. — Consecințe cu privire la amnistie. — Art. 90 c. silvic.

Amnistia. — Amnistia se aplică numai persoanelor fizice, nu și celor juridice.

a) Potrivit art. 90 din codicele silvic, Ministerul de Domenii poate face transacțiuni asupra amenzilor edictate de acest codice atât înainte, cât și după pronunțarea unei hotărâri definitive. De aci rezultă că aceste amenzi au caracterul unor despăgubiri civile și deci, infracțiunile la cari se aplică nu au un caracter penal, ca să poată fi șterse prin amnistie.

b) Amnistia acordată prin decretul-legi cari o prevăd, se aplică numai persoanelor fizice, nu și la cele juridice. (*Cas. III. dec. penală No. 127 din 2 Februarie 1921, prin care s'a casat decizia No. 189/920 a Curții Apel Craiova S. II-a*).

NOTA. — Doctrina și jurisprudența este con-

stantă în această privință (Cas. II, 70 din 28 Ianuarie 1921, în *Curierul Judiciar* No. 22/921 cu trimeterile redacționale). (N. R.).

SECȚIA III

Recurent: Ministerul de Finanțe, prin d. av. C. Marinescu.

Intimat: N. C. Ionescu.

Legea timbrului. — Vânzări. — Taxa de înregistrare. — De când este datorită? — Consecințe. — Art. 47 al. 3 l. t. din 1906.

Taxa de înregistrare la vânzările de bunuri, prevăzută de art. 47 al. III al legii timbrului din 1906, este datorită fiscalului pe baza principiului transmisiei proprietății lucrului vândut.

Intrucât în materie de vânzări imobiliare, proprietatea lucrului vândut se transmite de drept din chiar momentul consimțământului părților asupra prețului și obiectului lucrului vândut, independent de executarea sau neexecutarea în fapt a convențiunii, și taxele de înregistrare se datoresc fiscalului de la această dată, — revenirea părților neputând avea nici o înfrăurire asupra drepturilor fiscalului, (*Cas. III dec. No. 415 din 24 Noembrie 1920, prin care s'a admis recursul Ministerului de Finanțe contra sentinței Trib. Iașiului*).

NOTA. — A se vedea asupra acestui punct, C. Apel Buc. II, 176 din 3 Iulie 1920 în *Curierul Judiciar* No. 63 64/920, p. 516; C. Apel Buc. I, 165 din 31 Iulie 1920, *Curierul Judiciar* No. 77-78/920, p. 628. (N. R.).

JURISPRUDENȚĂ STRĂINĂ

Nume patronimic. — Protecțiune. — Dreptul capului de familie. — Fiul mort pentru Franța. — Mențiunea numelui pe o placă așezată în Biserica. — Cunoștință de acest proiect. — Neopozabilitate. — Nedatorare de daune interese. — Dreptul de a înlocui placa pe cheltuiala sa.

Titularul unui nume patronimic are dreptul de a-l apăra contra oricărei atingeri în limita dreptului său material sau moral.

Capul familiei, în deosebi, poate să se opună, ca numele fiului său mort pentru patrie, să nu se înscrie pe o placă comemorativă așezată în Biserica comunei, după inițiativa preotului parohiei.

Însă când capul de familie a avut cunoștință de acest proiect și nu s'a opus, și mai cu seamă el crescându-și copii în religieune catolică printre care era și fiul al cărui nume figurează pe placă, el nu mai are dreptul să reclame daune interese, nici să ceară ștergerea numelui, căci ar putea să constituie o injurie pentru familiile celorlalți decedați, și în al doilea rând ar avea neajunsul să degradeze monumentul.

El însă poate fi autorizat să pună, pe cheltuiala sa, o altă placă identică, în care să nu figureze numele copilului său. (*Curtea de Apel din Bougres, audiența de la 8 Martie 1921, La Loi, No. 69 din 7 Aprilie 1921*).

Rugăm pe d-nii magistrați și avocați a ne trimite scris pe câte o pagină, descifrabil, hotărârile instanțelor judecătorești cari rezolvă chestiuni de drept discutabile, pentru a le putea publica în *Curierul Judiciar*. Cele mai importante vor fi publicate însoțite de note.

Primul Congres al avocaților din întreaga Românie

— 6, 7 ȘI 8 MAI 1921 —

(URMARE ȘI SFÂRȘIT)

Procesele Verbale ale sedințelor

Proces-verbal, No. 3, Ziua II, 7 Maiu 1921

Sedința de dimineața

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, declară deschisă ședința la ora 9 jum. a m.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, roagă Congresul să se admită o excepție la ordinea de zi și cere să fie ancorizat a da cuvântul Președintelui Societății Studenților în Drept din București, care are de comunicat congresului doleanțele a câteva mii de studenți de la facultățile juridice din țară.

Congresul aprobând cererea d-lui Președinte prin ridicare de mâini, se dă cuvântul

D-lui Florian Foișoreanu, Președintele Societății Studenților în drept.

D-sa depune la biroul congresului, un memoriu explicativ al cererilor studenților și autorizat fiind de Congres, ia cuvântul pentru a lămuri câteva nevoi studențești în legătură cu stagiul, astfel cum este legiferat în anteproiect.

În esență, găsește durata stagiului prea lungă, față de faptul că în trei ani universitari se pot dobândi cunoștințe teoretice mult mai vaste, decât cele practice necesare profesiunii de avocat.

Spune că nu se poate concepe regulamentul stagiului, fără a se modifica actuala organizare a Facultăților de Drept.

Mulțumește călduros Congresului cât și d-lui Președinte Dem. Dobrescu, personal, pentru cinstea ce i s'a făcut fiind admis să vorbească în numele studenților, cei mai interesați în ceia ce privește organizarea stagiului în viitoarea lege.

Pentru celelalte puncte, se referă la dezvoltările cuprinse în memoriul depus pe biroul Congresului.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, de acord cu Congresul, dispune trimiterea memoriului la Comisia permanentă, spre a se lua în considerare la capitolele respective.

D-l președinte, Dem. Dobrescu, după ordinea de zi, dă cuvântul

D-lui Ion Popescu-Copuz (Ilfov), care în prealabil, discută chestiunea nelămurită încă a raporturilor dintre magistrați și avocați. Cere introducerea

în anteproiect a principiului, că avocatul are drept a face proces magistratului, atunci când avocatul ar fi ultragiat în exercițiul funcției sale.

A doua chestiune discutată de d-sa, este asigurarea onorariului. Dă un exemplu survenit în Ardeal, unde plata onorariilor este garantată în mod efectiv.

Admiterea avocaților din vechiul regat în teritoriile alipite, formează al treilea punct de cuvântare. Cere desființarea stagiului prevăzut de legile austriace și ungare, pentru avocații din vechiul regat, care au practicat aci profesiunea efectiv. Exprimă speranța că se va veni cu o lege, care să reglementeze această chestiune delicată.

Chestiunea demnității profesionale — al patrulea punct — o socotește ca una din cele mai vitale pentru progresul corpului și feliicită Comisia de redactare a anteproiectului, pentru sancțiunile severe ce a edictat pentru aceia, care contravin la tradițiile corpului.

Judecata disciplinară a avocaților, așa cum este organizată în proiect, nu găsește aprobarea oratorului. Se ridică contra formulelor preconizate în el, ca fiind de natură a stingeri justiția ordinară. Reclamă ca corectiv, dreptul de apel al clientului împotriva deciziilor decanale, atunci când nu sunt mulțumiți pe ele.

Intervertindu-se ordinea de zi, după cerere, D-l Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul

D-lui Anastase Davis (Ilfov), chestor, care propune congresului următoarea

MOTIUNE:

„Congresul avocaților roagă pe D-nul Ministru al Justiției, ca în vederea desăvârșirii lucrărilor, să dispună ca toate instanțele judecătorești din țară, exceptând București, să amâne în zilele de 9, 10, 11 și 12 Mai 1921, procesele, în cari părțile se vor prezenta, neasistate de avocații cari sunt plecați la Congres“.

Motțiunea votată prin aclamațiuni unanime, urmează a fi transmisă prin mijlocirea D-lui Dem. Dobrescu, Președinte, D-lui Ministru de Justiție.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, la ordinea de zi, dă cuvântul

D-lui Dr. Aurel Lazăr, Decanul Baroului din Oradiah-Mare, fost șef al resortului justiției din Consiliul dirigent.

D-sa face o amănunțită analiză a celor două legi de organizare avocătească din Ardeal și din Vechiul regat, în raport cu sistema procedurală.

În această privință exprimă părerea sa de rău, relativ la desacordul dintre expunerea de motive a proiectului și textele pozitive consacrate de proiect, care nu realizează în chip tocmai fericit. Ideile generale foarte bune din expunerea de motive.

Relevă superioritatea organizării din Ardeal, care a dat puțină avocaților români de acolo, să fie adevărați apostoli ai românismului.

Se așteaptă ca prin noua lege avocătească, avocatul să fie un pivot al vieții publice. Arată concurența imorală ce s'a ivit pretutindeni înainte de război printre avocați și măsurile luate: restricțiuni în privința admisibilității în corp, instituirea unui numerus clausus.

Analizează apoi capitol după capitol din întreg anteproiectul, arătând, în mod comparativ, soluția cea mai nimerită în vederea atingerii celor două mari scopuri în legătură cu acest proiect: organizare și unificare.

La capitolul relativ la admisibilitate în corp, cere ca condițiile de studii juridice să fie legitimate în concordanță cu reforma universitară.

La stagiul și examen definitiv, cere un regulament special, care să nu facă parte din lege, care ar urma să stabilească norme aplicabile exclusiv avocaților definitiv.

În privința organizării federale a decanatelor, cere să se lărgască autonomia locală, procedura să fie simplă, lipsită de spiritul greoi care se desprinde din proiect.

Statul, are de asemenea datoria imperioasă, de a sprijini corporațiunea avocaților, ca una din cele mai importante în buna funcționare a societății. În această legătură de idei, oratorul preconizează introducerea unui timbru sau unei taxe speciale, asemănătoare celei de pe cărțile didactice, care să constituie un venit ordinar pentru cassa de pensii și ajutoare a Barourilor.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, după cerere și Congresul admitând, dă cuvântul

D-lui C. C. Arion, Președintele Comisiei Permanente.

D-sa este de părere, că Comisiunea va trebui să mai stea încă 5—6 zile în Capitală, pentru ca să aibe timpul să dea o nouă redacție anteproiectului.

D-sa cere reprezentanților din teritoriile alipite, un spirit de concilianță mai largă, spre a se ajuge la o grabnică terminare a lucrărilor.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, având în vedere orele înaintate, ridică ședința la ora 1 p. m.

anunțând pe cea viitoare pentru după amiază la ora 3 jum. p. m.

Președinte: *Dem. Dobrescu*.

Secretar General: *V. Toncescu*.

Secretari de ședință: *George Lisken*, *Dr. Simion Nemes*.

Proces-verbal No. 4, Ziua II-a, 7 Mai 1921

Ședința de după amiază

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, deschide ședința la ora 3 jum. p. m., în sala de ședințe a Tribunalului Ilfov, Secția II-a Comercială

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, cere în prealabil să se intervertească ordinea de zi, pentru a se putea face apelul nominal, neavându-se până în prezent lista tuturor delegaților din țară. Mai propune ca toți acești delegați, să facă parte din Comisia permanentă, care discută proiectul elaborat de Comisia Baroului de Ilfov.

Congresul admitând propunerea, *D-nul Dem. Dobrescu*, Președinte, dă cuvântul *D-nului Vasile Toncescu*, Secretar General, care citește, făcând completările necesare, următorul apel nominal al Delegaților Barourilor din țară, cari participă la Congres.

<i>Mehedinți :</i>	Moisescu A., Sabin Popescu.
<i>Gorj :</i>	Numa Frumușanu, Nika Petrescu.
<i>Dolj :</i>	Dem. D. Stoensescu, R. Georman.
<i>Valcea :</i>	N. Tretinescu, Toma Rădulescu, N. Balotescu.
<i>Argeș :</i>	Ernest Paximade.
<i>Dâmbovița :</i>	G. Părvulescu, T. Ciornei.
<i>Muscel :</i>	I. Giurculescu.
<i>Prahova :</i>	Nic. M. Părvulescu, G. Constanținescu, C. Ghendovici, P. Tutoveanu, N. Ionomu, Drag. Christescu, D. Donescu.
<i>Teleorman :</i>	Iordan Pandelescu.
<i>Ialomița :</i>	Al. Bădulescu.
<i>Vlașca :</i>	Ghiță Petrescu.
<i>Buzău :</i>	Justin Stănescu, Gh. Moscu.
<i>R.-Sărat :</i>	N. Mironescu, Protopopescu.
<i>Brăila :</i>	N. Niculescu, St. Stroe.
<i>Durostor :</i>	Ervant Melidon.
<i>Caliacra :</i>	Vasile Covată, I. Sarmanioti.
<i>Constanța :</i>	Alex. Beiu, Stelian Stănescu.
<i>Tulcea :</i>	Mihail Ceapăru, A. Lichiardopol.
<i>Olt :</i>	Scevola Zăgănescu.
<i>Covurlui :</i>	Virgil Benișache, Popescu C., I. Măgură.
<i>Tutova :</i>	Toader Schimbea, Dobrovici N.
<i>Bacău :</i>	Dionisie Ionescu, R. Cheminger, Dalban.

Putna :	St. Graur, V. Stănescu-Putna, Lascăr Dumitriu, I. Crângu.
Vaslui :	Mihail Negură.
Tecuci :	Virgil Mironescu, C. Condache.
Roman :	N. Mustea, Al. Văideanu.
Suceava :	Gh. Ghideanu, Octav Lovinescu.
Botoșani :	C. Tudor, Toma Tomescu.
Iasi :	Alex. Bădărău, O. Teodoreanu, N. Gheorghiadă, Const. Tănt, Ion N. Ionescu, Camil Gărcineanu, Adonis Popov.
Fălciu :	Mihail Chiritoiu.
Brașov :	Eugeniu Mețianu, Decan, Ion Goroiu, Aurel Olteanu, Ionel Horan, Al. Străvoiu, Steinhart Samuel.
Oradia-Mare :	Demetru Kis, Decan, Francisc Toth, Lazăr Aurel, Martin Feher.
Târgu-Mureș :	Justin Nistor, Corneliu Albu.
Sibiu :	Onisifor Sora, Victor Munteanu, N. Petra.
Cluj :	Simion Nemeș, Ion Răchitan.
Timișoara :	I. Crăsmariu, Const. Stura, Aurel Anuică, V. Rădulescu.
Arad :	Justin Miron.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, la ordinea de zi, dă cuvântul

D-lui Dr. Vasile Bodnărescu, (Cernăuți).

D-sa exprimă mulțumirile Bucovinei pentru călduroasa primire a delegaților, promițând că va aduce un spirit larg de colaborare, în desbaterile congresului. Arată starea de spirit dificilă în Bucovina creată prin vechile împrejurări neprielnice. Populația însă și în special clasa avocaților și a magistraților, a făcut mari progrese de la unire încoace și aceasta pentru că ei în marea lor majoritate stăpânesc limba română în așa fel, că pot pleda în fața tuturor instanțelor. Se declară partizanul celor două reforme preconizate de anteproiect : stagiul și examenul de admitere. De asemenea în privința necesității doctoratului juridic. În legătură cu aceasta, arată necesitatea unei epoci tranzitorii, ca de pildă fixarea unui termen pentru dobândirea titlului de Doctor în Drept pentru cei care nu l'au.

Cere însă ca legile noastre să fie adecvate necesităților întregii Români Mari.

Desaprobă în aplauzele unanime ale Congresului absența și desinteresarea unora din avocați.

Trece apoi la analiza diferitelor amendamente propuse de delegația bucovineană în privința unificării legislative.

D-sa încheie cu un indemn cald, ca să se găsească o formulă care să împace interesele provinciilor, prin crearea unei epoci de tranziție.

D-l Dem. Dobrescu, Președinte, după cerere și Congresul admitând, dă cuvântul.

D-lui C. C. Arion, Președintele Comisiei Permanente, care mulțumește congresului că i-a făcut

onoarea să-l aleagă președinte al acelei comisii; regretă însă că nu a putut până atunci să lucreze cu membrii comisiei în plenul ei, fiind reținut de lucrările congresului. Roagă congresul să îngăduie membrilor comisiei permanente, să se retragă din ședință, spre a lucra concomitent cu congresul.

Congresul admite propunerea și membrii comisiei părăsesc sala de ședință a congresului, pentru a trece în camera comisiei permanente.

D-l Dem. Dobrescu, Președinte, la ordinea de zi, dă cuvântul.

D-lui Popescu Tudor (Ilfov), care arată că în competența congresului nu intră de cât două chestiuni : dacă baroul este un corp închis sau deschis ; raporturile dintre barou și celelalte corpuri constituite. D-sa pledează cu exemple de fapt, pentru restrângerea admisibilității în corp.

În al doilea rând, D-sa propune un deziderat relativ la constituirea casei de ajutor și pensii, a corpului de avocați, cu obligația pentru stat de a participa la fondarea și întreținerea ei.

D-l Dem. Dobrescu, Președinte dă cuvântul.

D-lui Mihail Ceaparu, (Tulcea), care se raliează la formula de stagiul din anteproiect. Relativ la jurisdicția Consiliului de disciplină, se declară partizan al acestei jurisdicții numai în privința onorariilor și a moralității avocatului.

Recomandă cel mai larg spirit de conciliațiune, pe care îl vede sporind, pe măsură ce lucrările congresului avansează.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul

D-lui Vasile Covata, (Bazargic), care legitimează instituția stagiului, care este un punct câștigat încă de la Congresul de la Iași din 1911.

În numele a 60 de avocați din Cadrilater, atrage atenția Congresului asupra situației excepționale și intolerabile în care ei se află. Acești avocați care înainte puteau pleda la Înalta Curte de Casație, după ce s'au instalat în Dobrogea-Nouă, nu mai pot pleda nici în fața unei Judecătoria de Pace, de cât în baza unei permisiuni a Ministrului de Justiție, care oricând i-o poate retrage.

Cere Congresului să introducă în proiect o dispoziție, prin care să repună pe acei avocați în situația lor normală.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul

D-lui I. Gr. Periețeanu, (Ilfov) care cere congresului să procedeze în așa fel, în cât să nu piardă timpul în mod inutil, fără a lua vre-o hotărâre.

D-sa constată că congresul a admis în linii generale principiile puse în anteproiect și anume : că este nevoie de anumite condițiuni de admisibilitate ; că este nevoie de stagiul ; că sunt cazuri de incompatibilitate ; că jurisdicția disciplinară trebuie să aparțină barourilor, dacă nu în totul, dar cel puțin în ce privește faptele, rămânând eventual Curței de Casație, dreptul de a cenzura modul de aplicare al legilor.

Principiile fiind admise. Congresul ar trebui să ia o hotărâre cu un moment mai înainte. Modalitățile aplicării lor, rămâne o chestie de detaliu.

Altfel Congresul se va termina fără să se fi luat vre-o hotărâre, ceea ce ar fi regretabil.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul

D-lui Petre Vasilescu, (Ilfov) care arată cât de nefundată e incompatibilitatea stabilită de proiect între calitatea de profesor secundar și avocat.

Arată netemeinicia obiecțiunii că profesorul ar face avocatură în dauna școlii precum și chestiunea pretenției concurențe, care este cu totul neînsemnată, fiind vorba numai de un mic număr de avocați-profesori.

Apoi, analizează pe larg necesitatea intelectualilor în viața publică a României Mari.

Cere să se precizeze situația profesorilor, actuali avocați, față de dispozițiile anteproiectului, și eliminarea acestei incompatibilități din viitoarea lege.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul

D-nului Nicolae Pontescu, (Bucovina), care în privința art. 123 din anteproiect, care prevede dreptul apărătorilor netirajă, dreptul de a profesa avocatura, înaintea judecătorilor de ocoale, cere ca acest drept consfințit prin legea defunctului Eugeniu Stătescu la 1896, să fie extins și la Tribunale.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul

D-lui C. Rădulescu, Avocat din Baroul Ilfov și profesor la Facultatea de Drept din Cernăuți.

D-sa vorbește în chestia situațiunii legale creată avocaților din vechiul regat în Bucovina. D-sa arată amănunțit cum un număr de circa 20 de avocați din vechiul regat, aflați în interes de serviciu în Cernăuți, ca șefi de contencios al marilor autorități de Stat, s'au văzut categoric refuzați, nu la înscrierea sau transferarea în Baroul Cernăuți, ci la simplul fapt al pledării incidentale în fața instanțelor judecătorești de acolo.

Analizează din punct de vedere al dreptului constituțional, poziția Bucovinei față de legile noastre de organizare judecătorească și în special față de legea de organizare a Corpului de Avocați din România. Arată pericolele—din punct de vedere național românesc—care sunt legate de lipsa la bara justiției în Bucovina, a avocaților din vechiul regat. Insistă mai cu deosebire asupra situației antijuridice și anormale creată Statului român, care în pricinile sale, este reprezentat în justiție printr'un tutor administrativ adhoc, funcționar de sub vechiul regim de impilare austriacă, și cum avocaților Statului român, li s'a contestat dreptul de a pleda în Bucovina, dintr'o greșită interpretare și aplicare a legilor austriace, care nu le pot fi aplicate, avocații din vechiul regat având a-și exercita profesiunea lor conform statutului din vechiul regat, pe întreg teritoriul României, iar nu conform legilor austriace.

În acest sens, pentru a se generaliza exemplul dat de magistratura română din Ardeal, care într'un spirit profund românesc și în raport cu starea jurisprudențială, a admis pe avocații din vechiul regat să pledeze în fața instanțelor din Ardeal, d-sa propune o moțiune, pe care o citește d-l *Dem. Dobrescu*, Președinte, prin care d-l Ministru al Justiției este invitat să sesizeze toate instanțele judiciare din teritoriile alipite, că va fi permis avocaților din vechiul regat să pledeze înaintea lor.

Pusă la vot, moțiunea este admisă în unanimitate, fără nici o opoziție, cu singura modificare propusă de d-l Popescu Tudor, (Ilfov), că limba de plezare va fi cea română pentru avocații din vechiul regat.

Moțiunea votată are cuprinsul următor :

«Congresul avocaților din România-Mare, întrunit la București în zilele de 6, 7 și 8 Mai 1921, văzând că avocații din vechiul regat nu sunt admiși să pledeze înaintea instanțelor judecătorești din teritoriile alipite, care aplică în același timp mai toate legile speciale din vechiul regat, cum și pe cele votate în ultimele sesiuni parlamentare;

«Văzând că această stare de fapt, constituie un obstacol la dorința românească și unanimă de unificare completă și îngreunează buna administrare și distribuie a justiției, al cărei auxiliar este Baroul, roagă pe d-l Ministru de Justiție să grăbească măsurile legale, ca instanțele judecătorești din teritoriile alipite, să primească în fața lor pe ori ce avocat din întreaga Românie», cari vor putea pleda pretutindeni în limba română».

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, consultând Congresul asupra oportunității prelungirii ședinței, Congresul având în vedere orele înaintate, decide suspendarea ei.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, ridică ședința la ora 7½ p. m., anunțând pe cea viitoare pentru mâine, la ora 9½ a. m.

Președinte, *Dem. Dobrescu*.

Secretar general, *V. Tonescu*.

Secretari de ședință: *George Lissen*, *Dr. Simion Nemes*.

Proces-verbal, No. 5, ziua III-a, 8 Mai 1921

Ședința de dimineață

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, declară deschisă ședința la ora 10 a. m.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, în prealabil propune Congresului să aleagă subiectul discuției din ședința de astăzi, adică dacă urmează să se discute problema unificării legislative, astfel cum prevede ordinea de zi, sau să continue cu discuția generală a legii de organizare a corpului de avo-

cati, până la terminarea lucrărilor comisiei permanente.

În acest timp, mai mulți congresiști, cer suspendarea ședinței, pentru ca membrii congresului să poată asista la solemnitățile primirii oficiale a A.A. LL. RR. Principilor Moștenitori, cari sosesc azi în Capitală.

D-nul Ion S. Codreanu (Ilfov), cere ca secretarii congresului să redacteze procesele-verbale ale ședințelor, pentru ca ele să fie citite și aprobate de plenul congresului, înainte de despărțire.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, răspunde oratorului, că în marginile posibilului, se va ține seama de dorința exprimată de orator, șul fiind cel reclamat de d-sa.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, cu aprobarea Congresului, dă cuvântul în afară de ordinea de zi pentru a face o comunicare urgentă

D-lui Popescu Tudor (Ilfov), care amintește Congresului, că în ziarul „Universul” de azi dimineață a apărut un articol „Să auzim, să auzim” semnat de d-nul C. Romano, consilier la Curtea de Apel din București, prin care se protestează împotriva cuvintelor rostite de d-nul Oswald Teodoreanu, în Congres, la adresa magistraturii; cere ca Biroul congresului să dea un comunicat, prin care să se lămurească adevăratul caracter al discursului d-lui Teodoreanu.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul în replică

D-lui Adonis Popov (Iași), care în privința aceleiași chestiuni, arată că nu a fost în intenția d-lui O. Teodoreanu, membru delegat al baroului Iași, să jighească magistratura, că astfel fiind, biroul nu are să rectifice nimic, dar spre înlăturarea oricărui echivoc, să se voteze de către congres o moțiune, care să exprime încrederea congresului în corpul judecătoresc.

D-nul Camil Gărcineanu (Iași), arată că personalitatea d-lui Oswald Teodoreanu, este mai presus de ori ce bănuială și că nu se poate atribui cuvintelor sale, sensul care reiese din articolul publicat în „Universul”.

D-nul Andrei Ionescu (Ilfov), în replică, se raliază la opinia d-lui Popescu Tudor și invită pe d-l Președinte să rectifice în numele Congresului și al Corpului avocaților, cuvintele rostite de d-l Oswald Teodoreanu.

D-nul P. Zlătescu, (Ilfov), arată inoportunitatea chestiunii adusă în discuțiune și cere să se închidă incidentul, el fiind de natură personală între d-l Oswald Teodoreanu și magistratura.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, arată că baroul a dovedit întotdeauna încrederea sa nemărginită în magistratura țării, pe care nimeni altul decât corpul avocaților, nu a susținut-o mai înverșunat în dreptele ei revendicări.

Se poate afirma că magistratura este astăzi singura instituție de stat, care a rămas neatinsă în prestigiul ei, și care apără în mod strălucit societatea de desorganizare.

Reflecțiile d-lui Oswald Teodoreanu, din acest punct de vedere, urmează a fi considerate ca rezultatul unor nemulțumiri pur personale, și astfel cum a exprimat-o d-sa în cuvântarea învinovată, ca simple „excepții”.

Aminteste asemenea că însăși în timpul discursului d-lui O. Teodoreanu, d-sa a rectificat spusele sale, restabilind încă de atunci, sensul adevărat ce trebuie să i se dea.

Congresul aplaudă sgomotos cuvântarea D-lui Președinte.

Majoritatea membrilor prezenți, cerând din nou suspendarea ședinței

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, ridică ședința la ora 11 a. m., anunțând pe cea viitoare pentru ora 3 p. m.

Președinte: Dem. Dobrescu.

Secretar-General: V. Toncescu.

Secretari de ședință: George Lîsken, Dr. Simion Nemes.

Proces-verbal No. 5 Ziua III-a, 8 Mai 1921

Ședința de după amiază

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, declară deschisă ședința la ora 4 p. m.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, înainte de a se intra în ordinea de zi, cu aprobarea Congresului, dă cuvântul

D-lui Oswald Teodoreanu (Iași).

D-sa face declarație solemnă de afecțiunea ce poartă magistraturii din mijlocul căreia a plecat, spre a se dedica apărării celor slabi.

D-sa aduce omagiul său de admirație și de stimă Corpului Judecătoresc, care trebuie să fie deasupra tuturor pasiunilor superiorizându-se și respectând și el la rândul său, demnitatea Corpului avocațial.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, în aplauzele Congresului, citește următoarea moțiune, pe care Congresul o admite și prin care se trimite magistraturii, vrednică colaboratoare la opera de unificare legislativă a României Mari, un salut cordial.

MOȚIUNE

«Avocații intruniți în primul Congres al României întregite, trimit salutul lor frățesc, magistraților din «România Mare, prețioși și distinși factori în distribuirea Justiției și unificarea legislativă».

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, la ordinea de zi, dă cuvântul D-lui

C. Tunescu (Ilfov), raportor, al anteproiectului, care pronunță următoarea cuvântare:

«Nu se poate tăgădui că Corpul Avocaților din România suferă de pletoză. În Capitală, încă în anul 1911, revenea un avocat la 300 de locuitori ceiace enorm, pe când la aceiași dată, în orașul Frankfurt a/M revenea un avocat la 2586 locuitori și avocații germani se plângeau în Congresul ce aveau în acel an că au pletoză. De la 1911 până astăzi situația s'a înrăutățit și mai mult. Azi avem în Baroul Capitalei aproape 2000 de avocați, de unde în anul 1911 nu aveam decât 1000.

«Această pletoză care merge crescând e produsă de lipsa de îngrădire a profesiunii noastre. Neexistând alte condițiuni de admitere, decât titlul de licență, care se poate obține destul de ușor, au putut intra în corp și cei chemați și cei nechemăți. Nu s'a cercetat nici aptitudinea necesară pentru această profesiune, nici buna conduită a candidatului. Porțile Baroului au stat larg deschise. Această stare de lucruri nu mai poate dăinui, dat fiindcă urmările ei sunt dintre cele mai periculoase pentru bunul mers al justiției.

«Din cauza numărului prea mare al avocaților concurența între ei își pierde orice frâu, devine neleală. Cei ce au intrat în avocatură fără meritele necesare, neputând trăi din practica cinstită a acestei profesii, fiindcă nu vin clienții la ei, alorgă ei după clienți, întrebunțând pentru aceasta pe mijlocitorii de procese, iar practica meseriei din partea lor fiind uneori neconștiincioasă, alteori neprepută din lipsa de pregătire, este mai totdeauna păgubitoare pentru interesele justițiabililor. Dacă la noi ar exista statistici bine alcătuite, desigur că nu ar fi mic numărul proceselor angajate fără temei, al avorturilor judiciare și al actelor de notariat greșit redactate.

«Că prestigiul Corpului nostru suferă din toate acestea, numai române îndoiă. Avocatura prin calitățile alese pe care le cere practica ei conștiincioasă, prin rolul ei înalt și misiunea aleasă pe care o are în societate, ar trebui să-și aibă prestigiul său la un nivel dintre cele mai înalte. Realitatea însă e alta și trebuie să o spunem fără înconjur: prestigiul nostru o cam scăzut; altfel nu ar fi fost posibile loviturile pe care breasla noastră le-a primit în anul 1907, când prin legea judecătorilor de pace s'a decretat că avocații să fie dați în judecată, dacă se constată că au apărut cu rea credință pretențiunile vădit nedrepte ale unei părți, cum și că ei nu au dreptul a apăra pe săteni în procese a căror valoare nu trece suma de 300 lei.

«Este timpul ca lungă indiferență păstrată față de recrutarea elementelor baroului, să înceteze. Interesul public cere aceasta imperios. În contra actualei stări de lucruri noi înșine avocații, suntem datori să reacționăm și să avizăm la măsurile cele mai proprii pentru îndreptare.

«În istoria Barourilor Statelor Unite, a fost o epocă în care exercițiul avocaturii ajunsese să se facă în condițiuni care lăsaau foarte mult de dorit, din cauza indiferenței cu care se privea recrutarea elementelor baroului. A trebuit ca înaintea asociației însăși a avocaților, un magistrat dela Curtea Supremă să strige, că dacă un potop ar înghiți jumătate din aceia care sunt admiși a practica avocatura, ar fi o fericire și pentru barou, și pentru țara întreagă. Acest strigăt de alarmă zăgrăvind o stare de lucruri reală dar dureroasă, n'a supărat pe nimeni, a fost însă un imbold care a grăbit îndreptarea situației.

«Iată ce ne-a determinat pe noi cei din baroul de

Ilfov să ne mișcăm și să cercetăm care ar fi măsurile de îndreptare ale stărei actuale de lucruri.

«Aceste măsuri sunt: îngrădirea profesiunii cu condițiuni riguroase de admitere. Am fost în contra limitării numărului avocaților, așa numita măsură «*numerus clausus*», căci ar fi fost un monopol de natură a îndepărta talentele. Am admis însă numai statornicirea unei stricte selecțiuni intelectuale și morale între cei ce candidează la intrarea în barou.

«Prin aceasta nu înțelegem cătuși de puțin să creiem din avocatură un monopol, după cum greșit s'a spus, ci înțelegem ca ea să nu fie deschisă de către cel ce merită a fi admiși la practicarea ei. Distinsul nostru coleg d-nul Aurel Eliescu, a găsit de cuviință să atace stagiul și examenul, ca lovind în principiul libertății. Răspunsul ce i se cuvine este că nu trebuie confundată libertatea cu toleranța. Și până astăzi la noi a fost mai mult toleranță de cât libertate, tebuie să o recunoaștem.

«La selecțiunea intelectuală am crezut că putem ajunge prin înființarea stagiului și examenului. Stagiul s'a reglementat prin anteproiect în așa fel, ca el să fie efectiv. Comisiunea aleasă de Congres a admis ca stagiarii să fie remunerați suficient, de avocații pe lângă care fac practică, prin stăruința consiliului de disciplină pe lângă aceștia din urmă. De stagiul ce se introduce nu trebuie să se plângă nimeni; nici studenții, pentru că interesul lor bine înțeles este ca să găsească o profesiune cu un prestigiu înalt, care să le asigure o existență onorabilă și cu care să se mândrească.

«Pentru asigurarea selecțiunei morale, după anteproiect, nici o cerere de înscriere în barou, nu va fi luată în considerare, de nu va fi susținută pe a lor răspundere și sub sancțiunea mă-urilor disciplinare, de doi avocați definitiv.

«Cererea de înscriere cu numele candidatului și propunerilor săi, se atășează la barou timp de 15 zile, înăuntrul cărui termen, ori cine poate face opoziție la înscriere, indicând motivele. Aceste măsuri însă nu s'au scotit ca îndestulătoare; de aceea s'a admis și o anchetă confidențială asupra candidaților, spre a evita surprinderi.

«Privitor la stăpîrea samsarilor de procese, prin anteproiect se aduce inovația, ca actele de constatarea delictelor de samsarlăc de procese să poată fi dresate și de un delegat al consiliului de disciplină, care va înainta actele părchetului, pentru a deschide acțiune publică. Prin această măsură se va ușura represiunea unor astfel de delictes și nu va mai fi nevoie ca pentru constatarea lor, să te adresezi unui agent de poliție, care în loc să dresseze imediat actele cuvenite, să-ți răspundă: «lasă! săracu, să și câștige și el o pâine».

«Pentru a înlătura autentificarea de acte greșite, pornirea proceselor fără temei și a avorturilor judiciare, s'a admis în comisiunea numită de congres, după propunerea colegilor din Ardeal, obligativitatea semnării actelor și acțiunilor de către avocați, de asemenea s'a introdus tarifele minimele de onorarii, după propunerea colegilor din provinciile alipite, care în această chestie ne-au pus în minoritate. Aceste tarife vor avea avantajul ca la acordarea cheltuielilor de judecată, instanțele judecătorești vor fi obligate să acorde părții căștigătoare, pe lângă spezele de timbru și taxe, și onorarii minimal din tarif.

«Conduși de principiul autonomiei Corpului nostru, comisiunea aleasă de Congres a înființat consiliile de apel, formate din avocați care vor avea menirea să judece apelurile în materie disciplinară care actualmente se judecă de către Curțile de apel. Această creațiune este una din cele mai principale inovațiuni ale antep-

proiectului și o socotim cu totul justificată. În adevăr, nimeni mai mult de cât noi avocații nu poate înțelege mai bine unde încep și unde se sfârșesc onoarele și demnitatea noastră, pentru a decide dacă au fost sau nu atinse, prin anumite acte, pentru că nimeni mai mult de cât noi înșine, nu are interesul ca prestigiul Corpului să stea cât mai sus.

O altă inovație a antiproiectului nostru este crearea unui organ special al tuturor barourilor din țară. Această instituție a fost criticată în Congres de uni colegi, ca fiind de natură a știrbi autonomia barourilor de provincie și a tinde la centralizare, tocmai într'un timp când pe mai toate terenurile se caută a se realiza descentralizarea. Răspunsul nostru e următorul: Nu e vorba de nici o știrbire de autonomie a barourilor din provincie și de nici o centralizare. Fiecare barou păstrează întreaga autonomie pe care o are astăzi. E vorba însă de altceva. Până acum avem barouri care lucrează fiecare separat, fără să știe unul ce face altul. Între ele nu este nici o legătură. Ne-am gândit că pentru o bună organizare a tuturor avocaților din țară, e necesar ca energiile tuturor barourilor să fie unite într'un organ central, care lucrând în numele tuturor barourilor, să le poată reprezenta cu toată autoritatea, ori unde va fi nevoie, și să poată îndeplini cu eficacitate ori ce acțiune, ce va găsi cu cale să i se încredințeze. Acest organ central intitulat: «Comisiunea permanentă a uniunii Corpului avocaților din toată țara», va fi ales de toate barourile din țară, deci va fi o delegație a acestor barouri. În asemenea condițiuni, nu e prin urmare vorba de centralizare, ci de o concentrare a tuturor forțelor, în vederea unei acțiuni eficiente.

«Iată în linii generale principalele inovațiuni care tind la realizarea unificării și a exercițiului conștiințios al profesiei, spre binele public.

«Nu ne putem abține de a constata, că în dezbaterile comisiei aleasă de d-voastră, a domnit o atmosferă de frăție. Colegii din provinciile alipite, cu excepția d-lui Dr. Lazăr, care a părut puțin intransigent, au arătat că sunt animați de mult spirit de conciliațiune. S'a căutat de toate părțile să se facă concesiuni reciproce, fără care nu se putea spera unificarea. Lucrul e foarte natural. Să ne închipuim un vas comunicant închis pentru moment la jumătate, având în ambele lui brațe un lichid la niveluri deosebite. Restabilind comunicarea, lichidul se va nivela în ambele brațe, unificându-se. Spre a se ajunge la unificare, nivelul cel nou, va fi mai sus, de nivelul cel mic, dar mai jos de nivelul cel mare. Admițând părerea d-lui Dr. Lazăr, că colegii noștri din Ardeal ar avea o superioritate față de noi în ce privește severitatea selecționării elementelor baroului le cerem în interesul unificării, să facă un pas spre noi, pentru a ne întâlni, îndoindu-se puțin această severitate.

«Rog Congresul să binevoiască a lua în considerare antiproiectul».

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, trece președinția *D-lui Dr. Eugeniu Mefianu*, (Brașov), Vice-Președinte.

D-nul Dr. Eugeniu Mefianu, Vice-Președinte, dă cuvântul

D-lui George Petrovici, (Ilfov), care salută în numele întregii corporațiuni, memoria confrăților căzuți pe câmpul de luptă, pentru apărarea țării și a neamului, asemenea și a înaintașilor noștri în profesie, care au ridicat avocatura la înălțimea de astăzi.

Membrii Congresului se ridică în picioare, cinșind pios amintirea eroilor profesiei și a predecesorilor, stinși fără a vedea marea operă de astăzi.

D-nul Dr. Eugeniu Mefianu, Vice-Președinte, dă cuvântul

D-lui Vasile Toncescu, Secretar General.

După o scurtă introducere asupra modului cum s'a născut ideea ținerii acestui congres într'o întrunire publică de la *D-nul Dem. Dobrescu*, în ziua de 30 Ianuarie 1919, își exprimă satisfacția d-sale, care este mare, căci astfel cum s'a propus în acea ședință, congresul s'a ținut tot în vacanța Paștelui, tot în București, numai că s'a ținut în 1921, în loc de 1919.

Acum are a dona satisfacțiune, când este în măsură să aducă la cunoștința congresului, că lucrările comisiei au dat roade bune și când poate întrevedea că congresul a fost nu numai măreț, dar am înfăptuit o operă pozitivă, un antiproiect al organizării corpului avocaților, pe care îl vrea Ardealul, Basarabia, Bucovina și vechinul Regat. Aceasta este primul pas serios spre unificare.

Membrii comisiei pentru a desăvârși lucrarea lor, fac sacrificiul să mai rămână în București și după închiderea congresului, timpul necesar, pentru ca să continue și să termine discutarea antiproiectului, întocmit de baroul de Ilfov.

Arată spiritul de deplină frăție în care s'au urmat și s'au terminat discuția antiproiectului.

Citează cuvintele *D-lui Dr. Atanasie Pridie* (Cernăuți), spuse în momentul, când comisia venea să aducă congresului rezultatul lucrărilor ei și când li s'a adresat rugămintea de a rămâne în București să mai lucreze în comisie; „numai este nevoie „să rămânem noi, lucrați dv. singuri“. Acum vă „cunoaștem, am lucrat împreună, avem toate încrederea că lucrarea ce veți face va fi bună“.

Oratorul la aceste cuvinte a răspuns *D-lui Dr. Atanasie Pridie*: „Nu putem să lucrăm singuri „după ce am lucrat cu dv. Avem nevoie de sfaturile dv. de luminile *D-lui Dr. Mefianu*, și de „de aceia vă rugăm să rămâneți ea împreună să „desăvârșim lucrarea“.

Analizează apoi din nou inovațiunile rămase în antiproiect, regimul incompatibilităților, desființarea în întregime a capitolului relativ la secretarii de avocați, care au fost în schimb înlocuiți cu stagiarilor obligatorii, organizându-se stagiul astfel, încât nu este o piedică, ci o garanție ca cei chemați să apere interesele altora, să aibă o suficientă pregătire pentru aceasta.

Propune congresului să ia în considerare proiectul de lege pentru organizarea corpului de avocați din România, cu modificările aduse de comisia permanentă, până la art. 97 înculsiv; să dea mandat comisiei, pentru ca pe baza principiilor generale pe cari le va hotărî congresul, să continue și

să termine discuția pe articole și să dea o redacție definitivă anteproiectului.

D-nul Dr. Eugeniu Meșianu, Vice-Președinte, rugat fiind de *D-nul Dem. Dobrescu*, Președinte, citește următoarea:

M O T I U N E

«Congresul avocaților din România Mare, întrunit la București în zilele de 6, 7 și 8 Maiu 1921, mulțumește organizatorilor săi pentru prilejul ce a dat confrăților din toată țara de a cunoaște și a contribui la elaborarea unui proiect de lege unitară pentru organizarea corpului de avocați».

„Aprobând tendințele anteproiectului, elaborat de comisiunea baroului de Ilfov, congresul exprimă dorința unei severe selecționări intelectuale și morale a corpului avocaților”;

„Pentru realizarea acestei selecționări, congresul consideră necesar stagiul profesional și examenul de admitere în corp”;

„Congresul exprimă de asemenea dorința unirii și autonomiei corpului avocaților și e de acord cu instituirea unei uniuni a corpului avocaților din toată țara, având o comisiune permanentă cu sediul în București precum și cu măsurile ce scot corpul de sub controlul oricărei alte autorități, de cât a corpului însuși”;

„Congresul luând în considerare proiectul baroului de Ilfov, cu modificările ce i s'a adus de comisiunea instituită de congres, dă mandat acestei comisii, de a da proiectului redactarea definitivă și a solicita Ministerului Justiției a'l depune și a'l susține în Parlamentul țării”;

„Congresul decide ținerea viitoarei uniuni congres la 1922 la Cluj și delegă comisiunea sa permanentă a lua măsurile necesare în acest scop”.

Motiuinea este primită cu aplauze unanime și în mijlocul unui entuziasm de nedescris.

D-nul Dr. Eugeniu Meșianu, Vice-Președinte cedează președinția D-lui

Dem. Dobrescu, Președinte, care reocupând fotoliul președințial, dă cuvântul.

D-lui Alex. Oteteleșanu, (Ilfov).

D-sa în numele Parlamentarilor, membrii ai baroului de Ilfov, ia formula obligație față de congres, de a propune în Parlament din inițiativă parlamentară, proiectul votat de congres, pentru ca Baroul românesc să pună prima piatră la temeliea unificării legislative prin legea unică de organizare a corpului de avocați.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul apoi reprezentanților teritoriilor alipite.

D-lui Dr. Justin Miron, (Brașov), care în numele Ardealului, exprimă vtile sale mulțumiri, pentru primirea strălucită și găzduirea colegială ce congresul a făcut delegaților ardeleni.

Congresul aclamând pe reprezentantul Baco-rinei, D-nul

Dem. Dobrescu, Președinte, dă cuvântul

D-lui Dr. Atanasie Pridie, (Cernăuți), care tăl-

măcește emoția ce a simțit, pășind din Bucovina, păstrătoarea atător amintiri din trecutul nostru glorios, în vechiul regat.

Arată însemnătatea covârșitoare a acestui moment care va fi un popas în mersul spre unitatea deplină a neamului.

D-nul Dem. Dobrescu, Președinte, în aplauzele entuziaste ale membrilor congresului, salută momentul de înfrățire, când primul congres al avocaților din întreaga România își încheie lucrările sale cu o strălucită biruință: aceia de a'și fi dat prima lege de organizare unitară. Arată meritele mari ce și-au câștigat delegațiile din vechiul regat și din teritoriile alipite, pentru contribuția ce au adus atât în congres cât și în comisia permanentă, prin patriotismul lor curat, experiența lor vastă și cunoașterea împrejurărilor locale, la forma definitivă ce s'a dat proiectului.

Fixând încă odată clipele acestea de contopire sufletească deplină, D-sa declară închis cel dintâi congres al avocaților din România Mare, anunțând pe cel viitor în 1922 la Cluj, ieri, cetate de suferință a Românilor, azi, simbol de unire.

Președinte: *Dem. Dobrescu*

Secretar General: *V. Tonescu*

Secretari de ședință: *George Liscen* *Dr. Simion Nemes*

A apărut ediția II-a **Asupra contractului de locațiune** de d-l *N. Jac Constantinescu*, Consilier la Curtea de Apel Galați.

Lucrarea a fost revăzută, adăugită și completată cu doctrina și jurisprudența până la zi, cu toate legile, decrete-legi și regulamente în legătură, și *Taxe de timbru pentru asistența socială*, dublând volumul.

Această operă s'a tipărit în atelierele Soc. anonime *Curierul Judiciar*, București, Rahovei 5, unde se pot face comanda. **Prețul 30 lei**, plus 2 lei porto postal.

Mai multe cărți de drept române și franceze, legate, de ocazie, de vânzare. Lista cărților se poate consulta la Curierul Judiciar, Rahovei 5.

Rugăm cu insistență pe onorații noștri abonați a trimite prin mandat poștal plata abonamentelor datorate, pe adresa d-lui Codreanu, la ziar, sau să plătească încasatorilor noștri *D. Niculescu* și *Cerbureanu* pentru provincie și *O. Petulescu* pentru capitală, singurii împuterniciți a încasa sume și libera chitanțe din registrul cu mătă prevăzut cu stampila ziarului. Pentru circumscripția Curței de Apel TG. MUREȘ (Ardeal) a binevoit a primi însărcinarea cu totul în mod onorific, distinsul nostru colaborator *VL. MAVRODINEANU*, consilier la acea curte, iar pentru BUCOVINA d-l ROȘCA proprietarul *Librăriei Ostașul Român* din Cernăuți, cari sunt autorizați a primi publicațiuni, anunțuri și abonamente și a căsa sumele cuvenite, eliberând chitanțe descărcătoare din registrul prevăzut cu stampila ziarului „Curierul Judiciar”. Rugăm a li se da tot concursul.

„CURIERUL JUDICIAR”